

Sociologie et transition millénariste : entre l'irraison totalitaire du capitalisme et la possibilité-nécessité de la conscientivité

Jean-Guy Lacroix

Numéro 30, 1998

La sociologie face au troisième millénaire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002658ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002658ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lacroix, J.-G. (1998). Sociologie et transition millénariste : entre l'irraison totalitaire du capitalisme et la possibilité-nécessité de la conscientivité. *Cahiers de recherche sociologique*, (30), 79–152. <https://doi.org/10.7202/1002658ar>

Résumé de l'article

L'objectif de cet article est de tracer un portrait du contexte social de l'actuelle transition et de ce qui est en voie d'émergence et qui lance un défi tant à la sociologie présente qu'à celle des prochaines décennies. Le but est de montrer qu'il y a un changement qualitatif, un passage de la modernité à non pas la postmodernité, mais à une autre forme sociohistorique de rapports sociaux, la « conscientivité ». Pour ce faire, l'auteur analyse quatre tendances sociohistoriques : l'évolution du rapport objectivation-subjectivation; l'évolution du rapport capital-sujet; la transformation du rapport identité-solidarité; et, finalement, le changement du système de valeurs. La thèse que soutient l'auteur est que l'actuelle transition concerne simultanément la possibilité et la nécessité de passer à l'ère de la conscientivité, mais que la probabilité de ce passage est remise en question en raison de la possibilité d'une reproduction élargie du capitalisme qui, ainsi, pousserait ses caractéristiques structurales à un haut degré d'exacerbation, niant totalement la légitimité et la primauté du sujet. La première section est consacrée à la question de la structuration génétique de la situation de transition que l'auteur aborde à travers la dialectique de l'objectivation-subjectivation. Sont ensuite examinés trois modes d'objectivation (celui de la production des objets matériels, celui de la production des objets non matériels et celui de la production des objets intelligents) et leurs conséquences sur le développement des possibilités de subjectivation. Les deux sections suivantes s'intéressent à la problématique de la continuité capitaliste, de ses discontinuités (phases longues d'expansion) et de l'épuisement de la modernité. Après avoir indiqué comment la continuité est brisée par des causes endogènes dues à l'incessant affrontement entre les logiques du Capital et du sujet, l'auteur fait état du développement de la crise du mode de régulation fordien-keynésien, en s'attardant aux causes et aux conséquences de la guerre déclarée par le Capital au sujet, à l'incidence sur la forme de la crise de l'épuisement de la capacité d'absorption de la sphère de la consommation et, finalement, à la croissance des possibilités et moyens d'individuation à travers le déploiement des modes de vie fordien puis fordien-keynésien. La troisième section porte sur la possibilité de passer à un nouveau mode de régulation, la régulation discutée-programmée, qui faciliterait un passage à la conscientivité. Y sont abordées successivement les problématiques suivantes : le surgissement du nouveau paradigme technoeconomique, la programmation, et d'un nouveau mode d'aliénation; la transformation du rapport de concurrence; l'émergence de la forme discutée-programmée de régulation à l'échelle mondiale; la durée de la transition compte tenu de l'allure « irraisonnable » que prend la domination du Capital. Dans la quatrième partie du texte, il est question de la transformation des rapports identitaires et de la forme de la solidarité ainsi que du rôle de la volonté du sujet et de la conscience dans cette transformation. Dans la dernière partie, l'auteur s'emploie à montrer la nécessité de passer à un système de valeurs qui transcende les déterminismes des données originaux. En conclusion, l'auteur rassemble un certain nombre de remarques afin de définir la conscientivité.

Sociologie et transition millénariste: entre l'irraison totalitaire du capitalisme et la possibilité-nécessité de la conscientivité

Jean-Guy LACROIX

Mon intention dans cet article est de tracer un portrait du contexte social actuel et de «ce-qui-serait-en-voie-de-devenir», réalité à laquelle la sociologie est confrontée et se confrontera au cours des décennies prochaines dans sa constante recherche pour spécifier son objet de réflexion, son discours analytique et sa pratique à la fois d'explication et d'intervention. De fait, il s'agit de relever les principales caractéristiques de ce contexte social, de montrer en quoi elles résultent de processus générateurs et constructifs du mouvement sociohistorique¹ et de saisir comment elles s'organisent en une totalité dont l'appréhension d'ensemble représente la difficulté majeure sur laquelle la sociologie bute depuis déjà un peu plus d'une vingtaine d'années. Il nous faudra donc saisir les contradictions actuellement structurantes de la réalité sociale complexe de cette fin du deuxième millénaire² et leurs interactions

¹ Cette mouvance résulte de la rencontre du social, de l'action sociale, et de l'historique, la compilation, l'enregistrement, la mémorisation de l'action sociale dans l'avancée du temps. Cette avancée n'est par ailleurs avancée historique que parce que marquée par l'action sociale, laquelle, par contre, ne prend sens que colligée dans l'histoire. L'expression «mouvement sociohistorique» n'a donc de valeur que dans la mesure où elle renvoie au caractère inséparable de l'histoire et du social, qui définit l'un et l'autre non pas comme deux totalités, mais comme une interaction totalisante toujours élargie.

² Cette datation «millénariste» nous renvoie à la mémoire du mouvement sociohistorique et nous force à constater qu'elle tend à réduire la datation de l'action du sujet et de la mémoire à l'ère chrétienne. Cela, du coup, laisse quelque peu dans l'ombre la pleine signification des contributions au mouvement sociohistorique de grandes civilisations et de l'appartenance de ces contributions à une continuité qui est celle de l'exercice de la conscience et des effets cumulatifs sur le plan sociohistorique de cet exercice: romaine (de plus ou moins 500 ans av. J.-C. à 500 ans après, grecque classique (de plus ou moins 750 ans av. J.-C. à 300 ans après, égyptienne (de plus ou moins 2750 à 490 ans av. J.-C.), mésopotamienne (de plus ou moins 3600 à 500 ans av. J.-C.), néolithique (de plus ou moins 8000 à 3000 ans av. J.-C.) avec l'agriculture (-8000), la céramique (-6500), la métallurgie (-3500), la roue (-2500), les hommes de Cro-Magnon (de plus

constitutives de la totalisation sociétale en cours qui, pour le moment encore, échappe aux efforts de cristallisation d'une conception sociologique d'ensemble capable de comprendre, au sens heuristique du terme, et d'expliquer, au sens analytique et pédagogique du terme, simultanément, là d'où nous venons, comment nous sommes parvenus là où nous en sommes, la signification de ce que nous sommes en train de faire, le sens de ce qu'il est possible de faire et les possibles, voire les nécessaires, que cela ouvre sur, vers et pour le devenir de l'humanité.

L'objet de cet article est donc de définir l'enjeu de la reproduction élargie³ de la totalité sociétale, son principe moteur ou la forme que cette reproduction élargie, ou cette production de la société «nouvelle», prend, pourrait et devrait prendre aujourd'hui. La réflexion sera ainsi axée sur l'idée de transition d'une forme de rapports sociaux articulant un ensemble de rapports contradictoires (entre le changement social et la structure sociale, entre le conflit et le contrôle social, entre la production et la reproduction, lesquels sont parcourus transversalement par l'opposition individu/société globale) à une autre forme de rapports sociaux organisés, dynamisés, par un autre principe moteur. La difficulté réside dans le fait que la sociologie n'arrive actuellement pas à vraiment qualifier ce qui est en développement à l'intérieur même de la forme historique actuelle, qu'on nomme cette dernière industrialisme, capitalisme ou modernité, encore dominante malgré la conviction de plus en plus répandue que cet ordre se transforme, transformation qu'on nomme postindustrialisme ou postmodernisme, voire post-capitalisme. La difficulté réside aussi dans le fait que la sociologie n'arrive pas à vraiment voir ce qui, parmi les possibles construits par la forme sociétale encore dominante bien qu'en transition, se fait nécessité⁴ et qui doit être saisi en tant que telle, non pas dans sa dimension phénoménale, mais de façon abstraite, c'est-à-dire conceptualisée par la pensée, pour devenir réalité théorique dans la représentation sociale et, ultimement, réalité concrète par l'action sociale, ce qui ferait faire à l'histoire des rapports entre la réflexivité

ou moins 25 000 à 15 000 av. J.-C.), de Néanderthal (de plus ou moins 95 000 à 25 000 ans av. J.-C.).

³ La forme élargie de la reproduction sociale n'est pas une constante sociohistorique, comme l'a signalé Claude Lévi-Strauss (*Anthropologie structurale deux*, Paris, Plon, 1973, p. 395-422). Elle s'affirme toutefois comme caractéristique de la reproduction avec la modernité et le capitalisme. Mais, si on la mesure à l'aune des organisations et moyens dont le sujet s'est doté au fil de l'histoire universelle, on peut considérer que l'élargissement et l'accumulation sont aussi, à l'échelle sociohistorique globale, totale, une caractéristique.

⁴ Cette nécessité n'a jamais un caractère absolu incontournable, elle ne s'impose pas d'elle-même par une sorte de déterminisme inclus au départ dans la structure d'une réalité, elle est toujours relative à ce que le sujet considère comme nécessaire, selon ce qu'il désire faire et être. Elle porte donc la marque du souhaitable, de l'espéré, du valorisé.

sociologique et l'action sociale un pas de plus, histoire dont Anthony Giddens souligne l'importance dans son ouvrage sur les conséquences de la modernité⁵.

Actuellement, la non-saisie de ce qui est en voie d'émerger comme conditions de possibilité d'action sociale fait qu'on en reste à l'affirmation de la transition. Dans la plupart des cas, on multiplie les usages du préfixe «post», sans aller plus loin ni préciser ce qui est en voie d'émergence et le sens sociohistorique de ce devenir possible. Dans d'autres cas, on ajoute un qualificatif à la forme historique prétendument en transition. Les positions de Giddens et de Touraine illustrent particulièrement bien ce dernier cas.

En effet, Giddens soutient que nous sommes passés à une phase de radicalisation de la modernité: «*We have not moved beyond modernity but are living precisely through a phase of its radicalisation*⁶.» Pour sa part, Touraine encourage à redéfinir la modernité et pense que nous entrons dans une ère de pleine modernité, de modernité plus complète⁷. D'une part, de telles positions sont quelque peu contradictoires, parce qu'on considère simultanément la modernité comme étant en transition et en prolongement, ce qui sort du sens sociologique donné au terme transition, lequel implique un changement qualitatif d'état. D'autre part, ces positions ramènent le changement dans l'état de la forme historique, ici la modernité, à une question de quantité plutôt qu'à une question de qualité, la transition ne faisant que prolonger la forme précisément en voie d'être transformée.

Mon objectif est justement de montrer qu'il y a bel et bien transition — ce que l'emploi du préfixe «post» a eu le mérite de signaler —, mais que cette transition a principalement une valeur qualitative, valeur qu'il reste à conceptualiser. Autrement dit, il y aurait transition non pas entre la modernité et la postmodernité, non pas entre le capitalisme industrialo-marchand et le postindustrialisme, mais entre la forme sociohistorique qu'est la modernité et une autre forme sociohistorique dont la possibilité de réalisation dépend de la prise de conscience par le sujet des conditions de possibilité et de sa volonté de faire l'acte fondateur nécessaire à cette concrétisation.

⁵ A. Giddens, *The Consequences of Modernity*, Stanford (Calif.), Stanford University Press, 1990, p. 15, 40, 41 et 43 (particulièrement).

⁶ *Ibid.*, p. 51, voir également p. 150. Voir aussi la traduction française, A. Giddens, *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 58 et 156.

⁷ A. Touraine, *Critique de la modernité*, Paris, Fayard, coll. «Biblio essais», 1992, p. 227 et 466-467.

Pour atteindre cet objectif, il apparaît nécessaire de réexaminer la structuration génétique⁸ de la forme sociohistorique que constituent la modernité et le capitalisme, afin de saisir ce qui, dans ses composantes fondamentales, structurelles, change et ainsi pouvoir comprendre ce qui émerge en son sein même. Cela nous renvoie donc à un questionnement où on tient simultanément compte de continuités et de discontinuités tant à l'échelle la plus globale, le mouvement sociohistorique témoignant de la marche du sujet vers un devenir toujours à définir et à construire mais se complétant progressivement (la totalisation sociohistorique), qu'à celle de phases structurales plus restreintes⁹, de formes historiques particulières, ici le capitalisme et ses différentes phases d'expansion. La démarche consistera à prendre en compte les tendances sociohistoriques¹⁰ de différents ordres en les considérant

⁸ Approche épistémologico-méthodologique que Jean Piaget a ainsi définie: «Au total, l'interdépendance étroite des analyses directes, formalisantes, historico-critiques et génétiques tient à la nécessité fondamentale d'une dialectique de la genèse et de la structure, correspondant à leurs interactions effectives et alternatives. Il n'existe, en effet, point de genèse sans structures, car toute genèse consiste en la transformation progressive d'une structure antérieure sous l'influence de situations nouvelles, et toute genèse aboutit à la construction d'une nouvelle structure du fait que toute genèse, même si elle débute et se déroule sous le signe de déséquilibres partiels, consiste tôt ou tard en un rétablissement d'une nouvelle forme d'équilibre correspondant à cette nouvelle structure. Réciproquement toute structure comporte la possibilité de nouvelles genèses, puisqu'il n'y a pas de structure définitive marquant l'achèvement de toute construction ...» («L'épistémologie et ses variétés», dans J. Piaget (dir.), *Logique et connaissance scientifique*, Paris, La Pléiade, 1967, p. 130-131.)

⁹ Découpages arbitraires, dans la durée totalisante du mouvement sociohistorique, de périodes plus courtes, particulières, qu'opère le chercheur, selon les besoins de l'analyse. Voir à ce propos F. Braudel, «Histoire et sociologie», dans G. Gurvitch (dir.), *Traité de sociologie*, Paris, PUF, t. 1, 1967, p. 95.

¹⁰ Raisonner selon une perspective de tendances sociohistoriques peut laisser penser à une «évolution» inexorable, à une sorte de déterminisme inéluctable qui se réalise à travers l'écoulement temporel, soit sur des durées indéfinies, comme l'histoire de l'humanité, soit sur des durées plus restreintes, comme l'histoire du capitalisme ou de certaines de ses phases. Cette impression est d'ailleurs renforcée en histoire de la pensée en sciences sociales par l'ontologisme qui ne cesse de jauger l'humain d'après une essence, sa nature biologique, renfermant déjà à l'origine les axes de son être et de son comportement. Elle est également renforcée en économie par l'omniprésence de la notion de *trend*, de tendance séculaire, présente dans toutes les théories des crises structurelles du capitalisme. Voilà déjà un peu plus d'une trentaine d'années, George Gurvitch mettait en garde contre une telle conception évolutionniste du devenir social («Les règles de l'explication en sociologie. Les variations des formules du déterminisme sociologique», dans G. Gurvitch, *ouvr. cité*, p. 236-251). Les cumuls progressifs qui se concrétisent au fil de l'histoire ne peuvent être considérés comme le résultat linéaire et continu de tendances déjà inscrites au départ dans une essence. Ces tendances résultent de ruptures où le sujet joue un rôle majeur par le biais des rapports politiques où tout le social propre à une tranche sociohistorique se noue. Ainsi, la forme spécifique que prennent les rapports sociaux dans une phase du développement

comme autant de fils d'Ariane qu'il faudra nouer pour en arriver à concevoir, tant sur le plan explicatif que sur le plan de la normativité, les possibilités et les nécessités du dépassement qualitatif de la modernité et, éventuellement, du capitalisme. À ce titre, j'ai retenu les tendances suivantes, auxquelles correspondent les prochaines sections: la tendance sociohistorique du rapport objet-sujet qui se développe dans le processus dialectique de l'objectivation-subjectivation; celle du rapport capital-sujet qui se développe à travers l'interaction entre, d'un côté, la socialisation grandissante de la production des biens et services mis à la disposition du sujet pour assurer la survie de ce dernier et la reproduction élargie de la totalité sociétale et, de l'autre côté, l'individuation également croissante du sujet à travers l'usage singularisé ou individualisé de ce qui est ainsi mis à sa disposition; la tendance du rapport identité-solidarité marqué par une double transformation, celle du passage de l'identité donnée-obligée à l'identité choisie et multiple et celle du passage d'une solidarité mécanique, comme mécanisme de constitution de la totalité sociétale, à une solidarité consciente, après avoir été organique sous la modernité; et, finalement, la tendance constituée par le passage d'un système de valeurs déterminé par le caractère impératif de l'aliénation par la nature et l'organisation sociale à un système de valeurs qui s'écarte, se sépare des déterminismes des besoins imposés par la nature pour les dépasser.

Cependant, comme je l'ai souligné plus haut, cette méthode ne réduit pas le mouvement sociohistorique à un évolutionnisme. Elle

capitaliste et dans le *trend* ne tient pas qu'au Capital et à sa logique. Cette forme tient aussi à l'obligation devant laquelle le Capital s'est retrouvé à différents moments de l'histoire de la modernité de faire des concessions, en raison des luttes que le sujet engageait pour imposer sa volonté concernant le partage du surproduit fruit de son travail, donc la forme de l'appropriation et de la gestion sociale, les priorités régissant l'investissement, la prise en charge sociale des individus, surtout les plus démunis, bref, pour imposer et faire l'historicité. La dynamique sociale capitaliste implique donc différentes logiques, d'une part, celle du sujet et de l'usage et, d'autre part, celle du Capital, logiques qui sont construites historiquement en fonction des conditions de possibilité de l'action à un moment du *trend* et de l'affrontement nécessairement toujours remis pour la légitimité du pouvoir et de l'existence. Ce «débat» implique toutefois la construction et l'intervention de conceptions valorisant un type d'usage des biens et des services mis en circulation, comme un statut du sujet. Ces valeurs interpellent la volonté du Capital et représentent éventuellement un risque de rupture de sa domination tout en constituant un terrain potentiel pour le renouvellement de son expansion, l'histoire de l'envahissement industrialo-marchand de la nature et de la vie en société le montre. Les tendances dont il est question relèvent ainsi d'un mouvement complexe où ce qui est structuré a un effet de structuration sur les acteurs sociaux qui à leur tour, à terme, par leur conscience et leurs luttes politiques ou non-luttes, ont un effet de structuration sur la totalité sociale. De sorte que, si tendances il y a, celles-ci ne peuvent exister et être vues qu'*a posteriori*, à la suite du double procès de construction et d'historicisation de la société.

conçoit plutôt ce mouvement comme marqué structurellement par des ruptures où le sujet joue, tendanciellement, de plus en plus, le rôle central. Loin d'être déterministe, l'approche privilégiée ici pose le sujet, la raison, la conscience au centre de l'action, en les plaçant toutefois aussi simultanément dans le réseau des conditions objectives de possibilité que l'action sociohistorique a «accumulées» et instituées, réseau qui limite relativement la conscience et l'action parce qu'il ne procure au sujet que des possibilités probables et non toutes les possibilités dont ce dernier pourrait rêver. Cela implique que le degré de liberté du sujet ne tient jamais à une essence du sujet, mais dépend toujours de conditions probables de traduction concrète de sa volonté, possibilités «suggérées» au sujet par la production et l'accumulation. C'est là que la prise de conscience, l'imaginaire et la volonté du sujet acquièrent toute leur importance. Cependant, l'interaction dialectique objet-sujet est ouverte en raison de l'effet d'objectivation et d'accumulation de l'objectivé qu'a l'action du sujet. De cette action résulte un élargissement du champ institué, donc du réseau des déterminations objectives, qui à la fois conditionne l'action du sujet et lui ouvre les possibilités probables d'actions créatrices, instituant. C'est donc cette même action qui accroît sociohistoriquement les conditions de formation, de développement et d'expression de la volonté et de la conscience du sujet. Ainsi, le poids du réseau de détermination de la conscience et de l'action du sujet conduirait, à cause de l'accumulation, à l'ouverture plutôt qu'à la fermeture de l'éventail des conditions d'action. Il n'y aurait donc pas de logiques «naturelles», essentielles, ontologiques, mais seulement des logiques instituées, mortelles, «transgressables» et «transcendables», compte tenu de l'efficace (et de l'accumulation) sociohistorique de l'action instituée autant qu'instituante du sujet.

C'est pour ces raisons d'ordre épistémologique et méthodologique que j'émetts l'hypothèse que la situation actuelle de transition se caractérise simultanément par la possibilité et la nécessité de passer de la modernité à l'ère de la «conscientivité», mais que, dialectiquement, la probabilité de ce passage est remise en question du fait de la possibilité d'une reproduction élargie du capitalisme (voir la figure 1), qui, par un saut qualitatif de sa domination, pousserait ses caractéristiques structurales à un niveau d'exacerbation cataclysmique, vers une «irraison» totalisante, niant totalement la légitimité et la prégnance du sujet qui, pourtant, demeure l'objet de l'histoire faite et à faire.

1 La structuration génétique à travers l'interaction entre l'objectivation et la subjectivation

Le processus d'objectivation¹¹ résulte de l'ensemble des découvertes, inventions et créations grâce auxquelles les humains se sont dotés d'objets extérieurs à eux-mêmes. Ces objets, par leur nombre, leur diversité, leur multiplication¹², leur ramification dans l'ensemble des secteurs d'activité et leur articulation en systèmes techniques, ont contribué à la puissance, à l'ampleur, à la régularité et à la précision de l'intervention des humains sur la nature, sur l'organisation sociale et sur eux-mêmes comme êtres biologiques autant que socioculturels.

Par ailleurs, ce processus en est un aussi de séparation par lequel des parties sont détachées d'un tout principalement naturel (le caillou tiré du bouclier granitique québécois, une planche coupée dans un pin Douglas de Colombie-Britannique, le cœur pris d'une poitrine pour être transplanté dans une autre, etc.), puis conçues et construites en objets spécifiques, donc rendues autonomes par rapport à leur ensemble d'appartenance originel. Ainsi façonnés en objets particuliers, les objets peuvent être relocalisés et intégrés dans d'autres ensembles, artificiels ceux-ci, selon le besoin et le désir du sujet¹³.

Cette production d'objets matériels forme un premier mode d'objectivation qui, toutefois ne s'exprime pas dans le mouvement sociohistorique selon un rythme continu ou régulier¹⁴. En effet, une lecture attentive de l'histoire des civilisations et des technologies révèle que la cadence de l'objectivation fait, à des moments donnés de l'histoire, un bond qualitatif; c'est le cas dans la révolution néolithique, la Grèce classique, le haut Moyen Âge (XIII^e et XIV^e siècle avec, entre

¹¹ Je n'entends pas ici la notion d'objectivation dans le même sens que Bourdieu lorsqu'il parle de l'activité scientifique consistant à objectiver les objets d'étude et le discours analytique en leur imposant les normes de la construction du sens propres à une discipline (P. Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980, p. 51-70).

¹² En effet, ce processus ne tient pas qu'à la production de nouvelles choses, il inclut également la multiplication des objets sous l'influence de l'organisation de systèmes productifs. Ces derniers se sont faits, au fil du temps, de plus en plus puissants, intensifs. De sorte qu'aujourd'hui la masse et l'arrangement des objets ainsi créés forment de véritables systèmes d'objets qui environnent l'action du sujet, qui l'appuient de façon de plus en plus importante, voire, aux yeux de certains, qui s'imposent au sujet. Voir à ce propos J. Baudrillard, *Le système des objets*, Paris, Gallimard, 1968.

¹³ J.-G. Lacroix, «L'innovation technologique et le devenir socio-historique», *Cahiers de recherche sociologique*, no 21, 1993, p. 9-15.

¹⁴ J.-G. Lacroix (dir.), M. Ménard et C. Gauvreau, *L'approche sociétale de la mise en place des autoroutes de l'information: le rôle stratégique de la transformation des services publics*, Montréal, GRICIS-CEFRIO, 1996.

autres, le moteur à eau, le moulin¹⁵), la Renaissance et le siècle des Lumières. C'est cependant dans la foulée de la révolution industrielle et de l'industrialisation capitaliste subséquente que se produit la rupture la plus significative, mis à part celle à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés, dans le processus d'objectivation. La cause fondamentale de l'accélération qualitative de ce dernier fut l'invention de la méthode expérimentale et, plus précisément, celle des sciences modernes¹⁶. Sans celles-ci, les innovations techniques qui ont contribué à la révolution industrielle, particulièrement la machine à vapeur, et qui ont par la suite et jusqu'à nos jours marqué le développement socioéconomique n'auraient pas été possibles.

Ainsi, à la révolution des moyens de production correspond de façon interactionnelle une révolution du mode de pensée, d'une part avec l'invention et la domination de la rationalité scientifique, et d'autre part avec l'idée kantienne plaçant le sujet, la raison, la conscience, au centre de l'action. Et cette interaction révolutionnaire entre les moyens de produire et les moyens de réfléchir sera renforcée par un nouveau mode de fonctionnement sociopolitique avec la Révolution française. De cette triple interaction révolutionnaire naîtront la modernité et le sujet moderne, tant dans sa figure sociale que dans sa figure individuelle, ce qui constituera également le terreau dans lequel se développera la sociologie. À ce titre, nous ne pouvons qu'être d'accord avec Giddens quand il souligne les liens étroits entre le développement de la modernité et celui de la sociologie¹⁷.

Interaction des deux premiers modes d'objectivation et épuisement de la modernité

Avec l'invention de la science, puis sa mise à contribution et enfin son intégration dans les systèmes productif et reproductif, le processus d'objectivation va opérer extensivement et à un rythme intensif croissant à partir de l'interaction des deux premiers modes d'objectivation. Le premier, le plus tangible, opère sur la base de ressources naturelles et de la transformation technique de ces ressources. En résulte

¹⁵ Le Moyen Âge ne fut pas, contrairement à une vision malheureusement trop courante, une époque «essentiellement» noire, obscurantiste et sans changements, techniques du moins, comme l'ont montré plusieurs historiens des techniques. À ce propos, voir: L. Mumford, *Le mythe de la machine. La technologie et le développement humain*, Paris, Fayard, 1973; L. White Jr., *Technologie médiévale et transformations sociales*, Paris, La Haye, 1969; J. Gimpel, *La révolution industrielle du Moyen Âge*, Paris, Seuil, coll. «Points Histoire», 1975.

¹⁶ L. Mumford, *Technique et civilisation*, Paris, Seuil, 1950, p. 106-107.

¹⁷ A. Giddens, *The Consequences of Modernity*, ouvr. cité, p. 40-43.

la production des objets physiques, matériels: du silex aux animaux modifiés génétiquement en passant par l'antimatière, etc. Le second, plus évanescant, abstrait, opère sur la base d'informations, de connaissances, de sens, de savoirs. En résulte la production des objets non matériels atteignant les réalités sociale et naturelle autant dans leur forme directement perceptible, phénoménale, que dans leur forme structurelle de base imperceptible aux sens de prime abord et sans médiation (l'atome, la molécule, l'ADN, etc.): les théories, les conceptions, les représentations abstraites et formelles, scientifiques et esthétiques.

Sous l'impulsion de cette interaction, l'activité objectivante des humains va se complexifier au fil de la modernité et exercer de plus en plus profondément et totalement une emprise sur l'écosystème entourant et soutenant l'action humaine. Dans ce processus, la capacité d'intervention humaine sera portée à un point de rupture où, entre autres avec la découverte de l'atome et l'invention de la bombe atomique, les rapports entre le vécu et le conçu, entre la capacité de faire et la volonté de faire, seront inversés¹⁸ (voir le point 4 de la figure 2). De ce moment, aux environs du milieu du XXe siècle, le conçu préside, ou du moins acquiert le potentiel de le faire, au vécu. Le vouloir-faire domine la capacité de faire, ce qui dote le sujet d'une liberté jamais jusqu'ici atteinte dans l'histoire de l'humanité. Cependant, ces mêmes nouvelles conditions de possibilité placent également le sujet devant des responsabilités d'une ampleur totalisante et d'un caractère plus fondamental que jamais auparavant. En effet, durant la dernière partie du XXe siècle, la capacité d'action du sujet concerne l'écosystème dans sa totalité immédiate, la terre, comme l'a mentionné Alberto Melucci¹⁹, et lui-même, comme totalité naturelle (le corps et l'espèce), et elle peut conduire tant à la préservation de l'écosystème qu'à sa destruction ou encore à la transformation de la nature même du vivant (p. ex., le génie génétique). Ainsi, ces nouvelles conditions de possibilité et les responsabilités dont hérite le sujet font que la prise de conscience devient aussi une condition de nécessité de la concrétisation du devenir sociohistorique global, incluant donc à la fois le rapport à la totalité de l'espace comme premier lieu fini d'origine de l'espèce, la terre, et le rapport au temps, comme durée, jusqu'ici cumulée, de l'existence de l'espèce dans ce donné originel.

¹⁸ Voir à ce propos H. Lefebvre, *De l'État*, Paris, Union générale d'édition, 1976; également, A. Mattelart et M. Mattelart, *Penser les médias*, Paris, La Découverte, 1986, p. 170.

¹⁹ A. Melucci, «Individualisation et globalisation», *Cahiers de recherche sociologique*, no 24, 1995, p. 185-206.

C'est à ce titre que le surgissement, au cours des quinze dernières années, des théories concernant le risque total, écosystémique — effet de serre, amincissement de la couche d'ozone, déperdition des capacités reproductives chez l'humain, guerre nucléaire généralisée... —, est un indicateur significatif de la forme et du contenu de la prise de conscience nécessaire au sujet pour effectuer la transition à laquelle il est actuellement confronté.

Dans la partie récente du mouvement sociohistorique (les cinquante dernières années), l'objectivation par le sujet atteint donc un point de rupture et se caractérise par une mutation du rapport sujet-objet. Les moyens d'action du sujet sont alors devenus si puissants, si grands, si rapides, si précis et si pénétrants qu'ils semblent traverser la nature fondatrice de part en part, l'ouvrir tout entière à son désir de faire, de construire, de transformer. Cependant, à travers même le processus de son action objectivante, le sujet se dépouille relativement²⁰ de ses capacités naturelles d'intervention, il se «dé-nature», mais, contradictoirement, devient davantage sujet par le dépassement des limites naturelles qui freinent sa volonté de découvrir, d'inventer, de transformer, voire de transcender. Le processus d'objectivation doit ainsi être aussi conçu comme un processus croissant de séparation du sujet de la gangue limitative que constitue pour lui son appartenance au milieu écologique «naturel» dont il est issu et au milieu social immédiat, consubstantiel à cette appartenance, réalité aujourd'hui dépassée, mais à laquelle la sociologie et l'anthropologie fonctionnalistes se sont attachées et limitées. Dialectiquement, c'est au moment où le processus d'objectivation atteint les limites du système naturel que la capacité de subjectivation fait un saut qualitatif, par le renversement du rapport vécu-conçu en rapport conçu-vécu dont il a été plus haut question, qui achève d'épuiser une modernité caractérisée jusque-là par la poursuite d'une subjectivation désirée, toujours à faire davantage, mais dont la concrétisation était accompagnée d'un doute et d'ignorances sur la possibilité et la capacité de faire, par un manque d'assurance de pouvoir le faire. Ce renversement marque le passage à une ère où la subjectivation est pleinement possible, mais doit être également pleinement

²⁰ Par l'idée de «dépouillement relatif», je veux rendre compte du fait que le sujet ne perd pas objectivement ses capacités physiologiques d'action sur et dans la nature, mais qu'il les déqualifie relativement, les rend caduques, par les objets dont il se munit pour réaliser ses désirs (p. ex.: pour le transport et par rapport aux pieds, l'auto, l'avion ou la fusée; pour la construction et par rapport aux bras, la pelle mécanique, les scies, perceuses et ponceuses électriques, etc.). Par ailleurs, ce dépouillement du sujet revêt un caractère totalisant, du fait du caractère fondamentalement inapproprié des dispositions naturelles du sujet pour l'intervention qu'il désire faire et fait aux confins de son espace-temps de sa reproduction (sur l'espace sidéral ou abyssal, sur l'atome ou les gènes, sur la masse de l'information-connaissance accumulée socio-culturo-historiquement, etc.).

assumée. Ce moment est par ailleurs caractérisé par la mise à contribution de plus en plus importante du sens, de la signification, de la culture, de l'information, de l'imagination productive d'innovations concrètes, donc par la dimension « conscience » et volonté dans l'action. La sociologie actionnaliste en prendra note et s'appuiera sur cette réalité pour annoncer, vers la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, la fin de la modernité, l'ère postindustrielle et l'entrée dans une société dorénavant programmée, une société d'information où le procès d'informatisation allait jouer le rôle de chef d'orchestre²¹.

Informatisation sociale et troisième mode d'objectivation

Ce sont l'accumulation des objets tant matériels qu'immatériels et la complexification grandissante de certaines tâches (scientifiques, administratives privées et publiques, financières, économiques, militaires, etc.) qui ont imposé la « machinisation » de la conservation et de l'utilisation de l'information, donc l'invention et le développement de l'informatique, du traitement automatique de l'information²².

²¹ Voir à cet effet: A. Touraine, *La société post-industrielle*, Paris, Denoël, 1969, et *Production de la société*, Paris, Seuil, 1973; D. Bell, *The Coming of Post-Industrial Society*, New York, Basic Books, 1973; A. Etzioni, *The Active Society: A Theory of Societal and Political Processes*, Don Mills (Ont.), Collier Macmillan, 1968.

²² L'informatique naît dans les années quarante, au moment même où s'amorce la dernière phase longue d'expansion du capitalisme, que je nomme fordienne-keynésienne, comme on le verra plus loin. Par la suite, dans les années cinquante et la première moitié des années soixante, elle se développera comme activité de service (phase des ordinateurs centraux) de plus en plus indispensable dans un nombre grandissant de secteurs d'activité. La vague informatique va se poursuivre, du milieu des années soixante jusqu'au milieu des années soixante-dix, avec le développement des systèmes informatiques caractérisés par l'adjonction aux ordinateurs centraux d'unités périphériques de traitement à distance de l'information. Cela constituera la base objective du rêve de la société informatisée. C'est précisément à ce moment, le milieu des années soixante-dix, qu'on assiste, un peu partout dans les pays industrialisés avancés et lieu central du fordisme-keynésianisme, à l'invention du projet d'informatisation de la société (mentionnons les rapports de: Nora-Minc [*L'informatisation de la société*, Paris, La Documentation française, 1978]; Information Canada [*Un univers sans distance*, Ottawa, Information Canada, 1971]; ministère des Communications du Canada (MCC) [*L'arbre de vie*, Ottawa, MCC, 1972]; ministère des Communications du Québec (MCQ) [*Dimension d'une politique de télé-informatique pour le Québec*, Québec, MCQ, 1976, et *Bâtir l'avenir*, Québec, MCQ, 1982]). Depuis, la série des initiatives d'implantation de la technologie informatique a donné lieu à une première familiarisation de la population menant à la constitution d'une masse critique de consommateurs et de travailleurs adéquatement socialisés et éduqués à ce machinisme en voie de cristallisation. À la fin des années quatre-vingt, la ramification et la diversification de la technologie informatique et la socialisation de base

Cette invention constitue le point le plus avancé d'un processus commencé depuis fort longtemps avec l'invention du siphon flottant de Héron d'Alexandrie²³, l'automatisme. C'est toutefois avec l'industrialisation capitaliste que l'automatisme va vraiment se développer et qu'on assistera à l'envahissement progressif des procédures d'autorégulation, c'est-à-dire des objets agissant sans l'intervention directe de l'homme sur d'autres objets, que ces derniers soient matériels ou non matériels.

L'aspect fondamental de ce processus consiste dans la substitution de la décision machine à la décision humaine et la remontée de cette dernière en amont de l'action directe. Plus exactement, l'automatisme opère une séparation entre le sujet, comme siège de la connaissance et de l'information dirigeant l'action, et l'action. La caractéristique fondamentale de cette technologie résiderait beaucoup plus dans la modification qualitative du rapport du sujet au temps que dans l'aspect vitesse d'exécution²⁴.

En effet, le nouveau régime technologique se caractérise par le traitement automatique de l'information, ce qui nécessite une programmation. Or, fondamentalement, la programmation consiste, d'une part, à prendre un ensemble de décisions destinées à être exécutées ultérieu-

(familiarisation) et approfondie (exigée par les tâches professionnelles) au sein de la population portent le processus d'informatisation de la société à un point de maturité qui ouvre la perspective du passage à une phase structurellement supérieure du processus, son articulation en système. C'est alors, au début des années quatre-vingt-dix, que surgit la perspective des autoroutes de l'information, émergence qu'on peut considérer comme un indice fondamental de la cristallisation paradigmatique des nouvelles technologies d'informatisation-communication. (J.-G. Lacroix [dir.], M. Ménard et C. Gauvreau, ouvr. cité, chap. II intitulé «Le développement de l'informatique. De la machine "ordinateur" au processus d'informatisation de la société»; également, J.-G. Lacroix, G. Tremblay et G. Pronovost, «La mise en place de l'offre et la formation des usages des NTIC», *Cahiers de recherche sociologique*, no 21, 1993, p. 79-122).

²³ B. Jacomy, *Une histoire des techniques*, Paris, Seuil, 1990, p. 80-81.

²⁴ De toute évidence, la vitesse d'exécution des ordinateurs est une donnée extrêmement importante. Cependant, quand la vitesse fait en sorte que l'obtention de choses devient de l'ordre de l'instant ou presque, ce n'est plus cette dimension qui peut caractériser cette technologie, c'est une autre caractéristique qui renferme l'aspect fondamental, qui détermine la forme que va prendre la productivité avec l'usage de cette technologie, et même la forme de l'imaginaire. Ainsi, à l'ère mécanique-vapeur, alors que se développe la productivité extensive, l'imaginaire est noyauté par l'idée de puissance; puis, avec l'électricité et le moteur à explosion, la productivité se fait intensive et l'imaginaire s'organise autour du rêve-réalité de la vitesse; finalement, avec les nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC) et leur moteur, la programmation, la productivité se fait programmée, change le rapport au temps, qui alors perd son caractère d'écoulement régulier inéluctable contre lequel le sujet ne peut rien. On peut penser que cette transformation du procès de productivité organisera aussi, de plus en plus, l'imaginaire des sujets.

rement selon une séquence définie et dans un but déterminé et, d'autre part, à fixer, objectiver, ces décisions dans un algorithme, sur un support. Elle exige donc des connaissances déjà établies et des décisions déjà formulées mais non immédiatement exécutées, mises en réserve, en quelque sorte, pour pouvoir être appliquées «instantanément» chaque fois que le sujet décidera de faire faire, de faire «exécuter²⁵».

Le caractère fondamental de la programmation est donc qu'elle a été établie, construite, préalablement au déroulement de l'action comme telle. Cela dispense le sujet d'être là ou de mettre directement la main à la pâte, mais, en revanche, elle rend le sujet présent, malgré son absence complète ou relative. Ce n'est toutefois pas que le sujet qu'elle rend présent, ce sont aussi les corpus de données, quels qu'ils soient, sur lesquels la programmation travaille.

La technologie informatique se caractérise aussi par une mise à disposition numérique de l'information sous toutes ses formes (son, image, texte) et de toute sorte (administrative, commerciale, financière, scientifique, artistique, d'actualité...). Cette mise à disposition de l'information et de la connaissance fait un saut qualitatif avec la tendance au plein texte — c'est-à-dire la numérisation *complète* de corpus d'information déjà produite et déjà accumulée sur d'autres supports (journaux, revues, livres, etc.) — et avec la mise en réseau à haut débit et à large bande (les autoroutes de l'information, Internet et compagnie) — c'est-à-dire la mise en coopération potentiellement globale non seulement des lieux de conservation du savoir et de l'information établis, formés, aménageant ainsi une bibliothèque-musée mondiale de plus en plus opérationnelle, mais aussi des secteurs entiers d'expertise (juridique, médical, notarial²⁶...). Dorénavant, ce n'est plus une partie de l'information qui est disponible informatiquement, ce qui déjà était beaucoup plus que l'information accessible de façon intelligible par le sujet sans assistance informatique, mais bien *tout* le contenu, du moins potentiellement, mais déjà dans plusieurs secteurs d'activité.

La mise à disposition numérique de l'information prend donc dans l'actuelle transition un caractère globalisant, totalisant, qui transforme radicalement le rapport au patrimoine culturel, ce qui implique la

²⁵ Soit directement, immédiatement, soit indirectement... ultérieurement par l'algorithme qui contient les décisions et les applique automatiquement quand les conditions d'application prédéterminées sont remplies.

²⁶ Sans oublier d'ajouter la mise à disposition de l'information actualisée en flux, en continuité, grâce à la communication informatisée et programmée (ce qu'on a nommé la télématique), donc accumulable en continuité aussi longtemps qu'on jugera souhaitable de le faire.

connaissance «passée» sous toutes ses formes. Un autre univers de possibilités s'ouvre ainsi au travail intellectuel, au traitement de l'information, en permettant au sujet — selon ses intuitions et fantaisies, selon ses goûts, ses préférences ou ses obligations d'apprentissage ou de travail — de mobiliser instantanément ou quasiment la masse de la connaissance, du savoir, de l'information, de la «présentifier», de l'inscrire dans le moment présent.

L'univers des possibles qu'ouvrent la programmation et la «présentification» totalisante de l'information ne transforme pas que le rapport au patrimoine de la connaissance, il modifie aussi radicalement la confiance du sujet face au savoir et à l'inconnu, il contribue à la réduction de l'incertitude en ce qui concerne le caractère approprié et pertinent de la connaissance mobilisée dans un but déterminé ²⁷, par exemple dans le cas d'un médecin qui serait capable de mobiliser tout le savoir sur une pathologie donnée. Cette «nouvelle» assurance face au caractère adéquat et à la pertinence du savoir mobilisable est d'autant plus forte que cette totalisation concerne un savoir validé, socio-culturellement reconnu, voire classifié, comme pertinent et valable, sinon valorisé. La nouvelle puissance modifie donc tout travail sur le sens, *tout le travail* d'historicisation, et partant les conditions de possibilité de l'historicité.

En somme, il semble bien que la programmation et la mise à disposition totalisante de l'information autorisent une subjectivation jusqu'ici inégalée dans le mouvement sociohistorique, du moins dans le travail de production du sens. Cependant, cette possibilité se concrétise par les caractères fondamentaux de la technologie informatique dont il vient d'être question, caractères qui constituent, de fait, un troisième mode d'objectivation, l'objectivation du sujet: parce que, d'une part, la technologie informatique coagule, fixe, rend object dans un objet non matériel (les algorithmes) lui-même fixé ou sur un objet matériel (la puce, la disquette, l'ordinateur) du savoir et du savoir-faire produits par l'être humain et par l'interaction entre les sujets; et, d'autre part, parce que cette technologie fait aussi de la connaissance, de la réflexion, de la rationalisation, de la décision, de la volonté (volition), de la conscience,

²⁷ Il en va de même face à l'inconnu. L'identification de ce qui n'est pas connu dépend largement de la capacité à définir l'inconnu. On ne cherche pas ce qu'on ignore qu'on ignore. Ainsi, plus la mobilisation de la connaissance se fait totalisante, plus l'attitude du sujet face à l'inconnu se fait volontaire, assurée, relativement du moins. De sorte que, contrairement à la modernité où l'activité de connaissance résidait surtout dans une activité de découverte face au champ des inconnus, dans la «conscientivité» cette activité s'accomplirait plutôt par le biais d'inventions construisant le connu. Ici, le renversement du rapport vécu-conçu en conçu-vécu prend tout son sens. Il marquerait le passage de la confiance positiviste de pouvoir faire à la conscience de devoir faire.

de l'intelligence, des objets qu'elle met en réserve, en stock, et autorise leur utilisation directement sans nécessairement passer par le sujet qui, pourtant, les utilise²⁸. Ce qui ne veut pas dire pour autant que l'appropriation devient inutile, au contraire, et c'est là que la formation, que la capacité de faire les distinctions pertinentes et créatrices, de sélectionner, prennent toute leur importance.

L'objectivation du sujet et l'ampleur de la transition

On peut penser, d'une part, que, comme dans le cas de l'invention du deuxième mode d'objectivation et de l'interaction qui s'est enclenchée par la suite entre celui-ci et le premier, l'invention du troisième mode d'objectivation, soit l'objectivation du sujet, va faire faire non seulement au processus d'objectivation dans son ensemble, mais aussi à la capacité d'intervention du sujet, un saut qualitatif encore plus important dans le mouvement sociohistorique. C'est l'hypothèse que les figures 1 et 2 tentent d'illustrer.

On peut d'autre part également penser que le développement de ce troisième mode d'objectivation et son interaction avec les deux précédents vont tendre, substantiellement, à accroître le degré de liberté du sujet par rapport à l'écosystème dans lequel s'insère son action et par rapport à lui-même, comme acteur au potentiel limité d'action directe. On revient ici au processus de dépouillement des qualités «naturelles» du sujet dont il a été question plus haut, processus qui réduit le sujet à un radical de base, la volonté individuelle ou collective de faire. Cependant, ce dépouillement place simultanément le sujet, tant individuel que collectif, devant sa conscience.

En effet, parce que sa possibilité de faire atteint les confins du système écologique qu'il habite, l'espace constitué par la planète terre, avec les conséquences que cela implique, comme on l'a vu plus haut, et que la masse de la conscience objectivée en connaissance ne peut être mise à contribution que par le recours à la conscience, le sujet se voit

²⁸ Pour le comprendre, il s'agit de comparer la mise à contribution du sens contenu dans un support comme le livre et celle du sens contenu dans la mise à disposition numérique plein texte. En effet, dans le second cas, le savoir est ouvert, on peut couper et prendre, insérer et combiner sans nécessairement que le contenu passe par le sujet, par l'opération de déconstruction-reconstruction que constitue l'appropriation. Évidemment, la qualité de cette mise à contribution dépend de la capacité du sujet à faire les distinctions, sélections et intégrations adéquates, ce qui nous renvoie à l'importance accrue, dans un tel contexte, de la formation. C'est par ailleurs sur la base de ce troisième mode d'objectivation qu'on peut penser qu'un saut qualitatif dans la productivité du travail caractérisé par l'emploi intensif, massif, d'informations, de connaissances, de savoirs, le travail intellectuel-culturel, est possible.

objectivement placé devant la nécessité de déterminer le sens et la légitimité de faire ce qu'il peut et veut ou ne veut pas faire. Cela l'amène du coup à faire face à l'obligation d'établir consciemment le rationnel de son action, de son but, donc à l'obligation d'avoir recours à ce qu'il connaît, désire, souhaite, valorise pour légitimer son action. Ce qui affirme la dimension culturo-politique de celle-ci, c'est-à-dire l'établissement collectif des fins et du sens sociohistoriques.

Ce sont les caractéristiques fondamentales du troisième mode d'objectivation qui donnent à penser que ce mode constitue la base technique de la possibilité non seulement de l'enclenchement d'une nouvelle phase longue de croissance du capitalisme²⁹, mais aussi, éventuellement, de son dépassement ou son remplacement³⁰. Mais la situation et donc, aussi, la forme de la transition à laquelle nous faisons face se compliquent du fait que cette double possibilité se manifeste de façon synchrone avec l'arrivée à maturité d'un ensemble d'autres tendances fondamentales. Notamment, le fait que l'actuelle transition ait pour caractéristique, en plus d'un passage d'une phase longue d'expansion du capitalisme à une autre (voir le point 4 de la figure 1), l'épuisement de la capacité motrice d'une première méga-phase de croissance de la civilisation industrialo-marchande, les deux cents premières années de l'industrialisme (1760-1975), organisée autour de la production-consommation d'objets matériels «individualisables» (un radis, une chaussure, une auto...) et l'ouverture d'une autre méga-phase (voir les points 3, 5 et 6 de la figure 1) axée sur la production-consommation de choses non matérielles. Ce que certains ont qualifié de passage à la société postindustrielle, à une société de l'information, à une économie de l'information, du savoir (la dernière expression à la mode), etc.

Que ces appellations soient appropriées ou non n'est pas ce qui importe. Le plus important, c'est de constater que la base sur laquelle s'édifie l'interaction entre la production et la consommation change radicalement. Cela ne veut pas dire que les sociétés vont cesser de produire-consommer des biens matériels, on le comprend aisément, mais signifie que ce n'est plus cette production-consommation qui constitue le moteur. Bien sûr, ce changement radical exige un changement de régulation, changement qu'appelle également la possibilité d'un passage à la «conscientivité» et qui représenterait une modification

²⁹ J.-G. Lacroix, «Informatisation, industrialisation de la culture et marchandisation accrue de la formation: une interaction ouvrant un nouveau cycle long de croissance», dans E. Fichez (dir.), *La notion de bien éducatif. Services de formation et industries culturelles*, Actes du colloque international, Roubaix, 1994, p. 321-342.

³⁰ J.-G. Lacroix, «Autoroutes de l'information et transition vers le mode de régulation discuté-programmé (MRDP)», *Sciences de la Société*, no 40, février 1997, p. 39-54.

radicale du rapport à la modernité, à la façon de faire l'histoire. D'où mon hypothèse sur la conscientivité par laquelle je veux rendre compte de cette possibilité, tout en étant parfaitement conscient du fait que le capitalisme pourrait bien ne pas constituer le cadre approprié à un tel type d'historicité.

2 La continuité capitaliste et l'épuisement de la modernité

J'ai déjà souligné que la continuité du processus d'objectivation est scandée de rythmes et que la courbe de l'objectivation, de type premier mode, subit avec la révolution industrielle et l'industrialisation capitaliste subséquente une inflexion très prononcée. De plus, la rupture-continuité que constitue le capitalisme est elle-même caractérisée par une succession de phases longues qui s'ouvrent et se terminent par des ruptures majeures, des crises structurelles. Ce sont ces phases et ces ruptures qui sont concernées lorsqu'on parle de changement de mode de régulation, possibilité dont il vient d'être question.

Il y a eu jusqu'à maintenant, dans l'histoire du capitalisme, quatre phases longues de croissance qui ont rythmé et marqué son développement. La première va de la révolution industrielle (1770-1775) à la première révolte ouvrière à Paris, en 1848. La deuxième s'étend de cette tentative révolutionnaire ouvrière à la Grande Dépression culminant vers 1895-1896 en passant par l'«intermède» de la Commune de Paris (1871). La troisième court du début du XXe siècle au creux³¹ de

³¹ Le développement du capitalisme, la tendance séculaire aussi appelée *trend*, s'est historiquement fait à travers une série de fluctuations de longue durée, plus ou moins cinquante ans, auxquelles on a donné le nom de phases longues d'expansion. La phase longue comporte elle-même des fluctuations plus courtes. La première partie d'une phase longue se caractérise par un mouvement long de forte croissance de la production, de ramification d'une nouvelle technologie dans l'appareil productif et de la généralisation relative de la consommation d'une gamme de produits moteurs de l'élargissement de la réalisation de la valeur. La deuxième période se caractérise également par un mouvement long de croissance, mais qui se fait au ralenti cette fois, où les taux de rendement de l'investissement tendent à décroître et où l'élargissement de la réalisation de la valeur ne se fait que difficilement compte tenu, entre autres, de l'essoufflement de la consommation. Les fluctuations dans la tendance séculaire connaissent donc deux points de retournement. Le premier s'inscrit dans la phase longue, au moment du passage de la première à la deuxième partie, de la croissance forte à la croissance ralentie. Ce passage est généralement marqué par un événement choc, signal de l'entrée en crise. Celle-ci va se développer tout au long de la période de croissance ralentie à travers des récessions plus fortes qui ébranlent les structures ayant permis la croissance forte dans la première partie de la phase. Ce mouvement de dépression conduit de façon générale à une situation de conflit social exacerbé, de rupture, de crise politique grave,

1936-1940, suivant la révolution bolchevik de 1917 en Russie et la crise de 1929. La dernière, que j'ai nommée fordienne-keynésienne³², démarre avec la Seconde Guerre mondiale et entre en crise au moment du choc pétrolier de 1975-1976.

La continuité et les discontinuités (phases longues) du capitalisme

Chaque phase longue est caractérisée par une dynamique et un ordre spécifiques, dans lesquels l'action des individus est soutenue, conditionnée et contrôlée par les structures et les institutions en place, donc par un mode de régulation sociale³³. Cela constitue une sorte de reproduction «lente» qui s'accomplit au quotidien dans la phase sous le couvert d'une sorte de paix sociale relative et qui ne fait pas appel à chaque instant à la conscience aiguë³⁴.

qu'on nomme creux, et qui marque le point de transition entre une phase longue et une autre.

³² J.-G. Lacroix, «Autoroutes de l'information et transition vers le mode de régulation discuté-programmé», art. cité, p. 41.

³³ Chacune de ces phases longues d'expansion du capitalisme se compose: 1) d'un mode et d'un niveau spécifiques d'accumulation du capital formé, de la richesse collective; 2) d'un type de forces productives résultant d'un mariage particulier: de qualifications des travailleurs (les différentes forces de travail concret), d'un stade de diversification du travail (la division technique du travail), d'une forme de mise en coopération des travailleurs (l'organisation du travail), de moyens spécifiques de production (une technologie motrice articulant les différents moyens de production en paradigme technologique), d'un type de productivité et de mise au travail, à l'emploi (la constitution du travailleur collectif); 3) de la production d'un produit ou d'une gamme de produits moteurs de l'élargissement de l'échange marchand, donc de la mise en valeur du capital et de sa réalisation; 4) d'un type de division sociale du travail (la répartition de la richesse nouvellement produite en fonction du régime d'appropriation, le rapport de classes) dans les espaces nationaux et à l'échelle du monde; et, 5) d'un cadre institutionnel de production et de contrôle des individus (de socialisation au sens large [culture, éducation, formation, santé, croyances...] de la force sociale de travail définie à la note 38), cadre qui vise à assurer la reproduction de la forme spécifique du système productif et reproductif à travers même les changements durant une certaine période de temps.

³⁴ J.-G. Lacroix, «La culture, les communications et l'identité dans la question du Québec», *Cahiers de recherche sociologique*, no 25, automne 1995, p. 247. La question de la conscience aiguë renvoie à la problématique de l'atteinte d'un état de conscience par le sujet dans les moments charnières du mouvement sociohistorique, donc dans les moments de rupture, et au surgissement dans le champ politique d'une volonté à laquelle cette conscience mène et qui traduit le caractère exceptionnel que prennent toujours ces moments d'orientation de la trajectoire sociohistorique. Elle peut donc être liée à la conscience claire dont je parle plus loin (note 40).

Toutefois, ce type de reproduction est aussi le cadre d'une accumulation progressive à un ensemble de niveaux (de la richesse formée et accumulée, de la capacité productive, de la population, de la culture, de la connaissance, de l'aspiration au bien-être, etc.). C'est cette accumulation qui finit tôt ou tard par conduire à l'épuisement des conditions de l'équilibre dynamique particulier à une phase. C'est donc la reproduction élargie même qui, inévitablement, en raison de son caractère dynamique, construit la possibilité et la «nécessité» de changer les structures, le type d'équilibre, l'ordre³⁵. Dès lors, le cadre institutionnel chargé non seulement de la socialisation et du contrôle des individus et du maintien du consensus social, mais aussi d'un ensemble d'autres rapports constitutifs de la dynamique sociétale — rapports intra-capitalistes (rapports de concurrence), arbitrages concernant l'appropriation et la répartition légitimes de la richesse nouvellement formée et accumulable, etc. — n'arrive plus à assurer la régulation dynamique, l'équilibre en progression. C'est à ce moment que le mode de régulation fait face à une situation de rupture, que se pose le problème d'un changement structurel et que des acteurs sociaux se lancent à la recherche d'innovations capables de les repositionner dans le rapport social, donc capables de faire sortir le système de production et de reproduction d'une trajectoire pour l'inscrire dans une autre, que celle-ci soit orientée vers l'approfondissement du rapport social ou vers son remplacement par un autre type de rapport social, comme dans les cas de tentative de révolution. C'est la crise structurelle et l'entrée dans une transition entre une phase longue et une autre.

³⁵ Cette nécessité est évidemment relative, elle est en rapport direct avec l'état de la conscience, comme nous venons de le voir, à laquelle «contraignent» les accumulations dans la phase longue d'expansion, les rapports au pouvoir, au changement et à la forme légitime du changement. Elle concerne les deux camps, les deux conceptions interprétant les conditions de possibilité en tant que faisable/non faisable et légitime/illégitime. Cette opposition dialectique de la conscience de la nécessité du changement — au sens de la dialectique sociale qui, comme Marx l'a souligné, tend à l'antagonisme, particulièrement dans les moments sociohistoriques où les espoirs et désirs autorisés par les conditions de possibilité de l'action entrent en contradiction radicale avec les rapports de pouvoir, comme Henri Lefebvre l'a précisé dans sa critique de la vie quotidienne — opère donc toujours sur le même «terrain» que se disputent, d'un côté, la logique du Capital, celle de l'élargissement de la mise en valeur et de l'appropriation capitaliste, privée, et, de l'autre côté, la logique du sujet et de l'usage, celle de la réorganisation de l'appropriation, de la redistribution de la richesse collective, de l'amélioration des conditions d'existence et d'accomplissement du sujet, et qui définit le sujet, ses droits et ses aspirations légitimes. Voir à ce propos H. Lefebvre, *Critique de la vie quotidienne*, Paris, L'Arche, 1958, particulièrement l'«Avant-propos de la 2e édition», p. 9-114; également, *Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*, Paris, L'Arche, 1961, particulièrement la section intitulée «Mise au point», p. 7-103.

Il est difficile d'établir avec précision la durée des phases longues de croissance, comme d'ailleurs la durée des périodes de transition. Les différentes datations qu'on relève dans la littérature sur les crises structurelles et ces types de phases indiquent que nous sommes devant des durées qui ne tiennent aucunement à quelque régularité mécanique, qui sont constantes, d'où l'importance de ne pas se laisser piéger par l'idée que renferme la notion de cycle, si chère à Kondratiev et à Schumpeter, entre autres³⁶.

De fait, la longueur de la phase dépend du temps nécessaire à l'extension maximale possible d'un mode de croissance. Cette limite possible est dynamique et non pas statique ni donnée au départ. Elle est concrétisée, d'une part, par la dialectique entre la production et la consommation globales et, d'autre part, par la dialectique de la production et de la consommation des produits qui servent de moteurs de la nouvelle croissance, ceux qui permettent l'élargissement de la mise en valeur³⁷, qui ouvrent de nouveaux marchés, par leur ramification dans l'ensemble du système productif et reproductif. Lorsque le rythme d'accroissement de la consommation de ces produits commence à ralentir, il devient nécessaire pour la reproduction élargie du capital et la poursuite de la croissance de son accumulation de trouver un autre moteur, comme c'est actuellement le cas avec le passage au couple information-informatisation. Il s'agit donc d'une limite qui est signifiée, annoncée, par l'expression de la volonté du sujet, par la manifestation de ses besoins et de la conscience de ceux-ci, qui, rappelons-le, ne sont pas que physiologiquement donnés, qui sont aussi, et de plus en plus au fur et à mesure de l'avancée dans le mouvement socio-historique, sociohistoriquement construits en fonction des conditions de possibilité de l'action assemblées, accumulées.

Le maintien du rythme d'élargissement de la mise en valeur dans une phase est donc fondamentalement lié à la production du sujet, à la socialisation des individus, surtout des nouveaux arrivants, à la normalisation d'un certain type et d'un certain niveau de consommation,

³⁶ N. D. Kondratiev, «The majors economic cycles», *Voprosy Konjunktury*, 1925, no 1, p. 28-79; J. A. Schumpeter, *Business Cycles*, New York, McGraw-Hill, 1939.

³⁷ Selon Christopher Freeman et Carlotta Perez, il s'agit de produits dont la consommation généralisée dans chaque phase d'expansion, compte tenu de leur coût relativement bas et de leur disponibilité massive, rétroagit sur le système productif fondé sur une nouvelle technologie. Ils mentionnent à ce titre: le coton pour la première phase, le charbon et les transports à vapeur pour la deuxième, l'acier pour la troisième et le pétrole pour la quatrième (C. Freeman et C. Perez, *The Diffusion of Technical Innovations and Changes of Techno-Economic Paradigm*, Brighton, University of Sussex, SPRU, 1986).

donc à la reproduction de la force sociale de travail³⁸ et à la rétroaction de cette consommation sur le système productif, sur la possibilité d'approfondir la réalisation de la valeur nouvelle formée dans le système productif.

Cette rétroaction montre le caractère fondamental de la correspondance, dans la phase, entre la forme de la «production» des individus et la forme spécifique du système productif qui fournit à l'échange marchand le substrat, le prétexte, dont il ne peut se passer parce qu'il fait obligatoirement face au sujet, c'est-à-dire à l'usage, qui seul légitime sur le plan sociohistorique l'accumulation de la valeur nouvellement produite et son agrégation en capital formé³⁹, objectivé dans sa forme symbolique, l'argent, la monnaie. Ce qui est donc ici en jeu, c'est la forme adéquate de la reproduction de la force sociale de travail, c'est la forme adéquate de la production du sujet et de sa conscience sociale et sociohistorique. Tout le problème pour le Capital dans sa confrontation avec le sujet est d'arriver à faire agir ce dernier en fonction de son pouvoir, des exigences de la valorisation, de l'accumulation, de l'appropriation capitalistes, bref selon la logique du Capital, sans qu'il manifeste une volonté «réfléchissant» les conditions de possibilité en fonction de ses intérêts socioéconomiques propres, pour soi, et possibles, sans qu'il atteigne le niveau de la conscience claire⁴⁰, possible

³⁸ Par force sociale de travail, il faut entendre le potentiel de travail de l'ensemble des individus formés, que ceux-ci soient déjà à l'emploi ou en situation de non-emploi. Elle est toujours spécifiée pour une phase longue donnée, ce qui implique un type et un degré minimal moyen de qualifications pour l'ensemble des individus dans une société lesquels constituent un réservoir jouant un rôle fondamental dans l'établissement du prix pour l'utilisation de la force de travail de chacun. Voir à ce propos B. Lautier et R. Tortajada, *École, force de travail et salariat*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble et François Maspero, 1978; également, J.-G. Lacroix, «Au cœur des recompositions socioéconomiques, la crise de l'École», dans P. Moeglin (dir.), *Industrialisation de la formation et convergence*, Paris, Centre national de documentation pédagogique, coll. «Documents, actes et rapports pour l'éducation», à paraître à l'automne 1998.

³⁹ Le capital formé provient de la valeur ajoutée à quelque chose par le travail vivant, réalisée à travers l'échange marchand, cristallisée sous la forme argent et accumulée en potentiel d'action, en capitaux. Il constitue donc, dans le cycle de production du capital, où ce dernier acquiert, ou réacquiert après un cycle, une forme concrète sur le plan capitalistique, sa forme argent, mais abstraite au sens du rapport aux choses concrètes produites et substrats à l'échange, qui le rend ainsi disponible pour l'investissement.

⁴⁰ La notion de la conscience claire renvoie à la problématique d'une certaine prise de conscience par le sujet, particulièrement dans les périodes charnières du mouvement sociohistorique, de rupture, et à l'expression dans le champ politique de la volonté à laquelle cette prise de conscience mène. La formation de la conscience claire est donc forcément liée, à la fois comme cause et comme résultat, aux crises politiques qu'engendre le conflit né de ces volontés, conflit qui, sur le plan discursif, consiste à interpréter la légitimité de la volonté, sa pertinence sur le plan de l'histoire. Alors que

comme l'a qualifiée Goldmann⁴¹, c'est-à-dire maximale selon la réalité des conditions de possibilité accumulées, produites, dans le mouvement sociohistorique et, plus spécifiquement, dans la phase. Il faut donc que sa conscience soit adéquatement façonnée en fonction de la reproduction des rapports de pouvoir, qu'elle soit aliénée, faussée⁴².

Alors, en tenant compte de ce qui a été dit dans la première section de ce texte sur le niveau actuellement atteint, en cette fin de deuxième millénaire de l'ère chrétienne, par la capacité d'action du sujet — qui atteint les confins du système écologique définissant anthropologiquement et ontologiquement le sujet humain et son rapport à l'espace-temps dans lequel se développe jusqu'ici, dans le mouvement sociohistorique, son existence comme espèce —, on constate que l'envahissement et la colonisation capitalistes débordent largement le simple changement de phase longue d'expansion, ce changement fût-il

certaines arguent que la vision revendicatrice est irréaliste, impossible à concrétiser, d'autres soutiennent l'inverse, qu'il est possible de faire ce que la volonté désire faire. Ces situations sont donc des moments de lutte pour la conscience claire du devenir sociohistorique, des moments d'effort pour surmonter la réification du sujet, l'aliénation de la conscience d'être l'auteur de son histoire, aliénation qui, cependant, se fait en même temps que l'élargissement du procès de séparation, d'objectivation par l'industrialisme et l'échange marchand. Cette aliénation devient donc d'autant plus difficile à combattre que ce procès avance, car alors la conscience doit se former sur un terrain de plus en plus médiatisé, complexe, régulé et abstrait où des éléments de la conscience même sont mis à contribution, comme on le verra plus loin lorsqu'il sera question de la forme de l'aliénation nécessaire à la reproduction élargie du pouvoir capitaliste dans l'actuelle transition. La conscience claire, adéquate sur le plan de l'histoire, serait donc constituée, d'une part, de la saisie de la situation d'aliénation à laquelle le réel contraint de façon relative et, d'autre part, de la saisie du réel au-delà de ce réel, c'est-à-dire le réel transformé subjectivement dans une représentation, une vision du monde et du devenir, par la volonté refusant le confinement à la situation présente, la non-action de changement en fonction des conditions de possibilité construites par l'accumulation et la reproduction élargie même. Parce qu'elle est compréhension des caractéristiques fondamentales en émergence dans la société et des conditions de progrès accumulées dans la totalité sociale, la conscience claire tend à rendre le sujet actif, imaginaire et créateur, en l'amenant à constater la nécessité du changement sociétal afin d'assurer le progrès, le devenir souhaités. Évidemment, ce progrès, ce devenir valorisés restent à définir, c'est l'objet du débat politique radical dans les situations sociohistoriques de transition structurelle. Au sujet de cette radicalisation de la conscience, voir G. Lukács, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Minuit, 1960, et A. Gramsci, *Gramsci dans le texte*, Paris, Éditions sociales, 1975.

⁴¹ L. Goldmann, «Épistémologie de la sociologie», dans J. Piaget (dir.), ouvr. cité, p. 1004-1007.

⁴² Ce qui ne veut pas dire «dans l'erreur»; il suffit pour ce faire qu'elle inclue un frein à la compréhension complète, maximale possible, de la réalité, donc des possibilités d'action, compréhension qui seule favorise l'émancipation du sujet. Voir, à propos de la problématique de la conscience faussée, K. Mannheim, *Idéologie et utopie*, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1956, p. 101-107.

structurel. De fait, le débat sur la production du surplus et de la richesse, sur l'investissement que cette production-accumulation autorise, sur l'orientation sociétale, sur l'historicisation de la totalité sociale, sur l'appropriation, etc., qui accompagne chaque transition structurelle du capitalisme, débouche actuellement sur la question de la redéfinition du sujet et de son statut face au devenir sociohistorique, redéfinition rendue possible par les nouvelles conditions de possibilité accumulées et nécessaires face à la globalisation-totalisation de la capacité d'action du sujet dans l'écosystème et face à la prétention du Capital à «occuper» globalement et totalement cet écosystème, n'y laissant plus aucune place légitime pour le sujet.

En effet, actuellement, le Capital tente de s'abstraire totalement du rapport au sujet, de s'objectiver, de se réduire à sa forme abstraite, soit l'argent, la monnaie, à sa forme financière. La centralisation financière et bancaire actuelle l'atteste par deux processus: celui de la croissance extrêmement rapide depuis quelques années des profits et des avoirs des banques⁴³ et celui, beaucoup plus récent, mais fondamental, de la concentration bancaire et financière⁴⁴. Or ce processus revêt un caractère «essentiel» pour le Capital tel qu'il se donne à voir au sujet. En effet, Michel Aglietta souligne que les formes que prend la valeur constituent le mode d'existence même de la valeur elle-même⁴⁵. Ce qui veut dire que c'est la valeur elle-même qui réside dans la forme qu'elle adopte, surtout celle qu'il considère comme supérieure, c'est-à-dire le

⁴³ À titre d'exemple, pour le Canada, voir R. Dupaul, «La Banque Royale accumule aussi les records», *La Presse*, 28 août 1997, p. C1 (il était question d'une hausse de 20 % des bénéfices au cours d'un trimestre d'activité); M. Van De Walle, «Les banques Scotia et de Montréal feront des profits exceptionnels», *Le Journal de Montréal*, 28 août 1996, p. 38 (il était question d'une hausse respective de 22 % et 14 % de leurs profits); *Le Devoir* et Presse Canadienne, «Deux banques ont gagné le milliard», *Le Devoir*, 6 septembre 1996, p. A8 (l'article avait un sous-titre particulièrement évocateur: «Les deux plus importantes banques du pays, la CIBC et la Royale, affichent des profits milliardaires alors que l'exercice financier n'est qu'aux trois quarts écoulé»; *Le Devoir*, «Bond de 24 % du bénéfice de la Banque Nationale», *Le Devoir*, 13 mars 1996, p. B2.

⁴⁴ À titre d'illustration, mentionnons: Agence France-Presse et Presse Canadienne, «NationsBank et BankAmerica fusionnent», *Le Journal de Montréal*, 14 avril 1998, p. 34 (avec un sous-titre particulièrement révélateur: «Le secteur financier en pleine révolution»). Par cette seule fusion se voyaient ainsi concentrés 570 milliards de dollars américains et 6,28 milliards de bénéfices nets); G. Bérubé, «La CIBC et la TD font le pari de la taille», *Le Devoir*, 18 avril 1998, p. C1 (cette annonce de fusion bancaire en suivait une autre, entre les banques Royale et de Montréal, dont l'article fait également mention); J.-L. Doublet, Agence France-Presse, «La vogue des fusions aux États-Unis touche maintenant les Bourses», *Le Devoir*, 13 mars 1998, p. A8.

⁴⁵ M. Aglietta, «De "Régulation et crises du capitalisme" à la "Violence de la monnaie" et au-delà», interview menée par T. Negri, F. Sebäi et C. Vercellone, dans F. Sebäi et C. Vercellone (dir.), *École de la régulation et critique de la raison économique*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 55.

capital formé et cristallisé dans sa forme argent, monnaie, et non pas dans sa forme immobilisée ou investie en salaire, etc. C'est dans ce sens que je dis qu'il tend de plus en plus à adopter totalement sa forme abstraite, qui est aussi sa forme essentielle (au sens d'essence). Cependant, cet état abstrait de la forme du Capital représente une objectivation de l'échange puisqu'il réduit son état à celui d'équivalent général, comme Marx l'a souligné, donc de potentiel universel d'acquisition. En termes clairs, il se trouve dans cette forme à objectiver la rationalité privée⁴⁶, celle de l'appropriation privée, du pouvoir privé que procure la détention de capitaux. Il apparaît donc que, si le Capital tend actuellement à concentrer-centraliser son existence dans cette forme, cela implique qu'il tend à universellement s'objectiver et à dominer⁴⁷.

Cela n'est pas sans conséquences, car l'atteinte d'un tel état signifie aussi que le Capital prétend réaliser sa forme «pure», c'est-à-dire se séparer complètement du reste du social, rendre autonome l'économie, libérer la valeur d'échange de ses liens avec la valeur d'usage et ainsi de ses liens avec le sujet. Il s'agirait donc de l'atteinte du stade de la réalisation de l'aliénation économique radicale, pour reprendre Marcel Rioux⁴⁸. Il n'est alors pas étonnant que cela se déroule au moment même où les diktats de la science économique — dans la version néoclassique et néolibérale et non pas dans l'approche d'économie politique⁴⁹ — se font hégémoniques, situant la raison économique au-dessus de toute autre raison. Ainsi, à l'objectivation du Capital dans la chose argent-monnaie correspondrait le discours d'objectivation⁵⁰ de la science économique⁵¹, qui alors ne peut être autre chose qu'un discours visant à légitimer la domination du Capital, comme rapport social, c'est-à-dire une idéologie de la domination objectivante du sujet par la chose argent.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ Rien d'étonnant alors à ce qu'il prétende pouvoir tout subsumer, tout marchandiser, tout aliéner, comme on peut actuellement le constater avec la prétention à tout privatiser: l'eau, la santé (surtout les soins), la culture, même le corps (p. ex., le marché noir du sang et des organes).

⁴⁸ M. Rioux, «L'aliénation comme forme distinctive du capitalisme», dans *Essai de sociologie critique*, Montréal, HMH, 1978, p. 90-92.

⁴⁹ Sur cette distinction fondamentale, voir G.-G. Granger, «Épistémologie économique», dans J. Piaget (dir.), *ouvr. cité*, p. 1019-1055.

⁵⁰ Ici, au sens où Bourdieu emploie ce concept (revoir à cet effet la note 11).

⁵¹ D'autres indicateurs pourraient être évoqués pour illustrer cette double prétention du Capital et de la science économique à l'objectivation-objectivité, par exemple: le développement de la norme ISO 9000 pour évaluer le degré de rationalisation de la gestion d'affaires et, récemment, l'emploi du terme «manque d'éthique» pour qualifier le comportement laxiste de certains sur les marchés financier et boursier en Asie du Sud-Est.

Comme on peut le constater, la contradiction relevée plus haut entre la logique du capital et celle du sujet et de l'usage atteint un point d'exacerbation, de radicalisation. C'est cette double et dialectique radicalisation, particulièrement dans la dernière phase d'expansion du capitalisme, qui a achevé l'épuisement du moteur de la modernité, de sa capacité progressive. De fait, l'accumulation fordienne, puis fordienne-keynésienne, a créé pour le sujet et le Capital des conditions de possibilité qui dépassent le rêve de la modernité, son méta-récit comme l'a qualifié Jean-François Lyotard⁵². C'est la raison pour laquelle il nous faut maintenant faire porter plus en profondeur notre attention sur cette phase longue.

La construction de la crise du fordisme-keynésianisme et l'épuisement du caractère moderne du capitalisme

La quatrième phase d'expansion du capitalisme (1940-1945 à 1975), le fordisme-keynésianisme, s'est caractérisée à la fois par la généralisation, la systématisation et l'approfondissement des caractéristiques fordienne de croissance et une régulation de plus en plus intentionnelle où l'interventionnisme étatique d'inspiration keynésienne a joué un rôle majeur. Cette phase se déroule sous le signe de l'intensification de la productivité du travail, de la mise en valeur du capital et de son accumulation⁵³, surtout de la régulation⁵⁴ et de la production du sujet avec le développement des services publics, particulièrement dans les secteurs de l'éducation et de la santé avec l'objectif d'en démocratiser l'accès.

La régulation fordienne-keynésienne se distingue par son caractère largement intentionnel. Elle constitue un interventionnisme fondé sur l'utilisation de plus en plus dense, massive et systématique, à partir des années quarante, de théories, de connaissances, d'informations et de représentations abstraites, «instruments» qui autorisent une rationalisation

⁵² J.-F. Lyotard, *La condition postmoderne*, Paris, Minuit, 1979.

⁵³ Voir à cet effet, entre autres, P. A. Baran et P. M. Sweezy, *Le capitalisme monopoliste*, Paris, François Maspero, 1979, particulièrement le tableau XXII, p. 340, où l'on constate que le surplus annuel total aux États-Unis, après avoir varié, entre 1929 et 1940, sous les 48 900 millions de dollars, passe à 63 916 millions en 1942, puis à 104 681 millions en 1943, pour continuer son ascension, de 1943 jusqu'à 1963, dernière année recensée par les auteurs, jusqu'au niveau des 327 725 millions de dollars. Bien que l'approche de Baran et Sweezy soit par certains aspects contestable, elle a le mérite d'indiquer l'importance de l'intensification de la capitalisation à ce moment de l'histoire du capitalisme.

⁵⁴ C'est-à-dire la densification et l'élargissement des cadres institutionnels nécessaires pour assurer un ordre régulé dans les interactions entre capitalistes et entre le capital, le travail et le sujet.

et un contrôle de plus en plus poussés, un contrôle qui s'exerce non seulement sur l'espace et les organisations, mais aussi, surtout, sur l'action et les événements futurs, sur le rapport au temps et l'incertitude, en permettant de transformer l'infortune, les hasards de la vie et l'inconnu de l'avenir en risques «calculés», en probabilités et en prévisibilités, en programmes, en plans d'action non seulement pour s'assurer, se «garantir», contre l'infortune, mais aussi pour «réduire» l'inconnu à du connaissable relativement prévisible. Cette assurance de pouvoir intervenir dans une direction donnée, quand le besoin s'en fera sentir, a donné au sujet, tant individuel que collectif, une confiance en l'avenir sans précédent dans l'histoire⁵⁵. Ces mêmes moyens d'action et de concevoir l'intervention à faire ont également conféré au sujet une liberté, une capacité de volition, de détermination, de choix face à l'avenir, également sans précédent dans l'histoire.

Cette possibilité-réalité de plus en plus marquée, avec l'avancement dans la phase fordienne-keynésienne, de vouloir et de pouvoir faire cette gestion du risque, de l'infortune, de l'inconnu et de les transformer en choses faisables, assumables, contournables, connaissables, a constitué une partie fondamentale, structurelle, de la «matrice» sociale dans laquelle s'est faite la socialisation de nombreuses générations de citoyens, de consommateurs. Elle représente donc un élément fondamental, incontournable, de leur conscience, de leurs attentes face à la vie, face au devenir, et de leurs critères (*habitus*) d'évaluation de ce qu'ils sont, de ce qu'ils peuvent espérer être et avoir... de la vie, de ce qu'ils sont prêts à tolérer comme privation, incertitude, insécurité.

Toutefois, c'est la traduction même de ces possibilités en réalités sociales qui allait donner le signal d'un changement de rythme dans la phase, signifier l'atteinte de la limite dynamique de la forme des rapports de pouvoir dans celle-ci et mener le capitalisme à déclarer la guerre aux travailleurs et au sujet, le conduisant ainsi en pleine contradiction avec les conditions de possibilité et le poussant à s'attaquer de façon radicale à la logique du sujet et de l'usage, à la prétention du sujet à définir et établir le sens de la vie, voire de l'histoire.

⁵⁵ Dont tient compte Anthony Giddens (A. Giddens, *The Consequences of Modernity*, ouvr. cité, p. 29-36) tout en prenant certaines distances par rapport à la conception de Luhmann sur cette question (N. Luhmann, *Trust and Power*, Chichester, John Wiley, 1979).

Une guerre du capital contre le sujet pour révolutionner les rapports de pouvoir

De façon générale, dans la littérature scientifique s'étant intéressée à la crise du fordisme-keynésianisme, on considère que c'est le dérèglement de l'équilibre dynamique dans le partage du surplus, dans le rapport salarial — particulièrement durant les années soixante et le début des années soixante-dix où la régulation fordienne-keynésienne culmine avec des politiques marquées au coin de la démocratisation —, qui est responsable de l'entrée en crise structurelle. Cependant, malgré que les luttes sociales aient de toute évidence freiné la volonté de direction du Capital dans les rapports de pouvoir, il demeure que cette période fut surtout caractérisée par le maintien des positions relatives de chacun des protagonistes (le Capital et le sujet) sur le plan macrosociologique⁵⁶. C'est ce maintien des positions relatives qui a finalement bloqué la réalisation d'une condition essentielle à la survie du capitalisme — l'obligation de sans cesse se transformer, de restructurer les conditions de sa reproduction élargie et, donc, de sa capacité de direction, de son emprise, de son appropriation dans l'espace et le temps — et convaincu le Capital de la nécessité pour lui de passer d'une dynamique de régulation par la négociation à une guerre de mouvement, de rupture.

Les objectifs sont: 1) de freiner le mouvement revendicatif, de démanteler les capacités institutionnelles de résistance et de revendication de la force de travail et, plus globalement, du sujet, en sapant la solidarité, en plaçant le sujet dans l'impossibilité d'engager un rapport de force efficace pour maintenir sa position dans la lutte pour le partage du surplus; 2) de réorganiser l'appareil de production selon un nouveau paradigme techno-économique et un nouveau procès de productivité; 3) d'élargir la marchandisation pour étendre et approfondir la mise en valeur, l'investissement, donc, la base objective de l'opération de réalisation, et, potentiellement, le régime d'accumulation; 4) de réorganiser le système reproductif afin de rendre la production du sujet adéquate, c'est-à-dire conforme aux nouvelles conditions de production, de réalisation, d'accumulation; 5) de transformer les conditions de production de la conscience et le contenu de la conscience sociale, donc le système de valeurs qui structure la conscience et oriente l'action des sujets, l'enjeu étant d'éviter à tout prix la prise de conscience des possibles; et 6) de réorganiser l'intervention étatique et le rapport au politique de façon à mettre en place une nouvelle organisation de la violence légitime, des rapports politiques, qui

⁵⁶ J.-G. Lacroix, «La crise économique au Québec», *Les Cahiers du socialisme*, no 9, 1982, p. 157-159.

redéfinisse le sujet, son rapport avec le cadre juridique, son statut sociojuridique, ses droits.

Mais dans le premier temps de l'opération, la clé de toute cette transformation résidait dans le «révolutionnement» des rapports entre le capital et le travail.

L'État fut lourdement mis à contribution. Il gardait toute son utilité comme instrument de discipline et de violence, bien que, dans sa figure providence, il devait être attaqué, délégitimé, réduit. Ce n'est qu'en cela qu'il y eut retrait de l'État. Le reaganisme et le tatchérisme furent à la mode.

De la fin des années soixante-dix jusqu'à maintenant, la politique d'affrontement avec les salariés, tant du secteur public que du secteur privé, n'a d'autre but que casser les conditions fordienno-keynésiennes d'usage de la force de travail, de mise au travail, à l'emploi, et d'implanter progressivement un nouveau procès de travail dominé par la généralisation de la précarité, de la sous-traitance, du travail à la pige, de l'externalisation de segments entiers de production de biens ou de services de toutes sortes, afin d'abaisser les coûts et de rendre, potentiellement du moins, productives de valeur nouvelle des tâches qui ne l'étaient pas.

Cette approche de la gestion de la force de travail a permis de faire supporter le coût de la création de l'emploi à ceux qui ne peuvent refuser de prendre ces risques parce qu'ils ont été libérés de la possibilité de ne pas le faire — le slogan pour lutter contre le chômage devint: «Faire son emploi». Et ces travailleurs «libérés» étaient et demeurent légion, soit 30 % de la main-d'œuvre mondiale selon l'Organisation internationale du travail (OIT⁵⁷). En effet, surtout depuis la fin des années quatre-vingt, avec l'émergence de la convergence, la mode est au dégraissage des effectifs et aux rendements à court terme. Aux licenciements gigantesques pratiqués dans le secteur privé se conjuguent ceux que font les États. Et cette mise en congé, cette «libération» du sujet, se réalise sans discussion, brutalement, de façon cynique⁵⁸. La gourmandise de la valeur est devenue telle que même

⁵⁷ Associated Press et Agence France-Presse, «Un milliard de chômeurs», *Le Devoir*, 26 novembre 1996, p. B5.

⁵⁸ Les licenciements effectués par les États ont revêtu au cours des dernières années un caractère particulièrement brutal et cynique. L'exemple parfait de cette brutalité intransigeante est la façon dont le ministre de la Santé du Québec a procédé pour réduire les coûts du système des services sociaux et de soins au Québec. La ministre de l'Éducation ne fut pas en reste, déclarant publiquement que plusieurs centaines de professeurs de cégep étaient de trop. On s'étonnera ensuite que les travailleurs acquièrent

l'annonce de légères croissances de l'emploi fait chuter la Bourse. La compression de l'emploi est devenue un critère de rendement et de valorisation⁵⁹.

Le *downsizing* est de plus accompagné de la prolifération d'une forme aliénée de propriété, qui progresse au même rythme que l'obligation de «faire» son emploi, de fonder son entreprise⁶⁰. Ces entreprises toutefois, compte tenu de la place qui leur est laissée dans le rapport de concurrence, n'offrent qu'exceptionnellement l'occasion d'une appropriation économique réelle (avec la possibilité tangible d'une capitalisation significative par rapport à la structure industrielle et à la logique de la concentration-centralisation de l'accumulation). L'avantage caché de cette forme aliénée de propriété d'entreprise vient du fait qu'elle constitue un obstacle objectif à la perception d'une communauté de situation et à l'expression de la solidarité en raison de l'exacerbation de la concurrence individuelle entre ces «propriétaires» et entre eux et la masse des travailleurs encore salariés, que ces derniers connaissent la stabilité ou la précarité.

Cette guerre menée contre le travail et la capacité du sujet à le contrôler, après avoir cassé la capacité de la force de travail à se constituer en force, le recul de la syndicalisation dans la plupart des pays industriels avancés l'indique, est devenue une guerre de généralisation de la sujétion par la chasse aux mesures sociales, la réorganisation des services publics et des conditions à leur accès et la lutte contre les déficits budgétaires des États. Le modèle à l'honneur, c'est le Miracle néo-zélandais. L'exemple à suivre au Canada fut le rétablissement de l'équilibre budgétaire réalisé par le gouvernement conservateur de Ralph Klein en Alberta et on eut le culot de qualifier de révolution l'outrecuidance du gouvernement Harris d'Ontario. Bref, c'est tout le providentialisme et une grande partie du keynésianisme

le sentiment d'être devenus inutiles et d'être jetés aux ordures. Le secteur privé n'est pas moins brutal et cynique. Ainsi, la fusion annoncée des banques Royale et de Montréal libérera d'un coup 10 000 employés, alors que celle des banques CIBC et Toronto-Dominion permettra de se débarrasser de 9000 autres (G. Bérubé, art. cité).

⁵⁹ Associated Press, «Une nouvelle vague de compressions [aux États-Unis] pour plaire à Wall Street», *Le Devoir*, 21 septembre 1997, p. C2.

⁶⁰ Le SOHO (Small Office, Home Office) est un phénomène en très forte progression aux États-Unis, qui est constitutif de l'appauvrissement généralisé (majorité) des Américains tout en étant simultané à une situation de plein emploi. «En clair, cela se passe ainsi: on perd son emploi, on crée le sien, on sort du rang des chômeurs pour mieux rejoindre les bataillons de gens qui travaillent mais qui sont pauvres et le demeurent. On rejoint les rangs des 40 millions d'individus qui gagnent 15 000 \$ et moins par année, 15 000 \$ étant le seuil de pauvreté. Ça se passe au sud de la frontière et ça se passe ici aussi [au Québec].» (S. Truffaut, «Prends l'oseille et tire-toi», *Le Devoir*, 10 avril 1996, p. A1.)

qu'on cherche à extraire de l'État, parce qu'ils augurent une solidarité et un statut du sujet qui constituent pour le Capital un obstacle à son «révolutionnement» et un danger pour son existence ou du moins pour le plein exercice du pouvoir.

Dans un tel contexte, on assiste à une sorte de privatisation de l'État où les diktats de la finance font loi. Et cette guerre dont je parle se révèle ainsi être une guerre d'exclusion du sujet des rapports de pouvoir, le Capital ne voulant plus discuter, prétendant se réserver exclusivement le droit de décider, comme on le verra plus loin. Actuellement, sa conduite impériale un peu partout sur la planète à propos d'un ensemble d'enjeux cruciaux, par exemple la protection de l'environnement, le montre très clairement.

Toutefois, les coûts sociaux, économiques, culturels et humains de cette guerre ne cessent de s'élever et de s'accumuler. La pauvreté est en croissance, l'appauvrissement⁶¹ des strates qui avaient profité du fordisme et du keynésianisme — les fameuses classes moyennes si chères à l'idéologie fonctionnaliste du dépassement naturel du capitalisme⁶² — se précise et s'accélère, alors que la production de la richesse continue de se faire, se révèle même être en croissance⁶³, et que l'appropriation privée de cette richesse devient de plus en plus grande, se centralise.

Selon les professeurs Edward Wolf, de l'Université de New York, et Robert Reich, de l'Université Brandeis, le salaire médian aux États-Unis n'a pratiquement pas bougé au cours des vingt-cinq dernières années et le tiers inférieur de la population américaine a des revenus inférieurs à ceux dont elle disposait dans les années soixante-dix. De son côté, le sénateur Edward Kennedy a déclaré au journal *The Boston Globe* que le pouvoir réel d'achat était aujourd'hui inférieur à ce qu'il était en 1968⁶⁴.

Pendant ce temps, prise 1, seule la strate du 20 % de la population ayant un revenu supérieur a vu ses revenus augmenter, 1 % des action-

⁶¹ Voir à ce propos J.-M. Fontan, «Croissance dans l'appauvrissement, le retour en force des inégalités», *Cahiers de recherche sociologique*, no 29, 1997, p. 5-15.

⁶² Voir à cet effet J.-G. Lacroix et G. Tremblay, «The "information society" and the cultural industries theory, trend report», *Current Sociology*, vol. 45, no 4, octobre 1997, principalement l'introduction intitulée «A long-held dream», p. 1-9.

⁶³ Presse Canadienne, «La valeur nationale nette s'est accrue», *Le Journal de Montréal*, 4 avril 1998, p. 49. Le chapeau de cet article comprenait une phrase fort significative: «Si toute la richesse du Canada était répartie entre les citoyens, chacun aurait eu 87 100 \$ en 1997, rapporte l'organisme Statistique Canada.»

⁶⁴ *The Boston Globe*, «... mais les exclus de la Bourse sont tenus à l'écart de la prospérité», *La Presse*, 24 mai 1998, p. A8.

naires possèdent la moitié des actions en circulation et le nombre des milliardaires étasuniens est passé à 170 par rapport à 13 en 1982⁶⁵. Cet écart se remarque également au Canada, où «l'écart entre riches et pauvres augmente», où 17,9 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté⁶⁶, pourcentage qui s'élève à 20,2 % au Québec⁶⁷. De plus, 21 % des enfants canadiens connaissent la pauvreté⁶⁸.

Ce qui frappe dans ce phénomène, c'est son allure massive. En effet, actuellement, la pauvreté touche une majorité de Québécois. En 1997, 61 % d'entre eux avaient un revenu inférieur à 25000 \$ et ils étaient 42 % à s'être appauvris⁶⁹. D'autre part, ce qui rend fondamental ce phénomène dans la situation actuelle de transition, c'est son allure universelle, la pauvreté étant le lot de la très grande majorité des terriens. Ainsi, selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le nombre des individus malnourris atteint 840 millions, dont près de 20 % sont des enfants, et le nombre des pauvres a triplé, alors que celui des riches a doublé. James Gustave Speth, l'administrateur du programme, souligne qu'il faudrait 40 milliards de dollars pour garantir l'accès universel à l'eau potable, la santé, l'éducation et la planification familiale, et un autre 40 milliards pour amener au-dessus du seuil de la pauvreté les familles les plus démunies, et que le total de cette addition ne représente que 0,5 % du revenu annuel mondial⁷⁰.

Finalement, il faut préciser que le phénomène a une ampleur particulière, sauf pour ce qui est du tiers-monde, là où a sévi la guerre dont je parle. En témoignent les quelques données rapportées plus haut concernant les États-Unis et le Canada, et cela se vérifie aussi pour la Grande-Bretagne où dix-huit ans de tatcherisme y ont fait doubler le nombre des pauvres⁷¹.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ Presse Canadienne, «L'écart entre riches et pauvres augmente», *La Presse*, 23 décembre 1997, p. A2. De fait, l'article dit «seuil du faible revenu», reprenant ainsi l'expression de Statistique Canada. On remarquera la claire volonté d'«euphémiser» la pauvreté.

⁶⁷ Presse Canadienne, «La pauvreté a fortement progressé au Québec», *Le Devoir*, 24 avril 1997, p. A2.

⁶⁸ J. Pichette, «La solidarité bidon», *Le Devoir*, 18 décembre 1996, p. A1.

⁶⁹ Presse Canadienne, «61 % sous 25 000 \$», *Le Journal de Québec*, 16 juillet 1997, p. 32 (citant Statistique Canada); M. Girard, «42 % des Québécois se sont appauvris», *La Presse*, 9 septembre 1997, p. C1 et 13 (reprenant un sondage CROP-La Presse).

⁷⁰ Agence France-Presse, «1,3 milliard d'humains vivent avec moins de 1 \$ par jour», *Le Journal de Montréal*, 17 octobre 1997, p. 13.

⁷¹ C. Rioux, «Les nouveaux pauvres. Le nombre de pauvres a doublé en Grande-Bretagne depuis 20 ans alors que le pays connaît une croissance exceptionnelle», *Le Devoir*, 23 avril 1997, p. A1.

Pendant ce temps, prise 2, les plus riches s'enrichissent à une vitesse vertigineuse. Le revenu des patrons ne cesse d'augmenter, par tranche de plus de 10 % annuellement depuis quatre ou cinq ans⁷². L'exemple qui illustre le mieux actuellement cet accaparement personnalisé de la richesse est le cas Bill Gates, le patron de Microsoft, dont la fortune a doublé en 1997 pour atteindre 36,4 milliards de dollars américains⁷³, puis 40 milliards en 1998, et dont les avoirs dépassent, pour lui seul, la richesse accumulée de 40 % des ménages américains⁷⁴.

Pendant ce temps, prise 3, la situation des étudiants au Québec s'est dramatiquement détériorée. Leur endettement, devant la hausse des frais de scolarité entre autres, ne cesse de s'élever. Selon la Fédération universitaire du Québec, cette dette dépasserait actuellement les 2,5 milliards de dollars et la *dette moyenne* du bachelier s'élève à 12 000 \$, celle d'un diplômé en maîtrise à 14 000 \$ et celle d'un docteur à 16 000 \$⁷⁵. La situation des étudiants de collège n'est pas plus brillante: 25 % d'entre eux connaissent la pauvreté, 10 % la misère⁷⁶. Pour faire un portrait complet de la situation des étudiants, canadiens du moins, il faut ajouter qu'on leur a enlevé, par législation⁷⁷, le droit de faire faillite (pour une certaine période, soit deux ans après l'obtention de leur diplôme). La journaliste Judith Lachapelle, dans un article sur la situation des étudiants au titre éloquent: «La corde au cou», a très bien exposé l'essentiel de celle-ci, c'est-à-dire le refus des possédants et de ceux qui s'approprient les profits de supporter le coût de la formation, et en conséquence l'obligation des jeunes de couvrir les frais de leur formation, de s'endetter si nécessaire pour ce faire, de se *soumettre*. Il

⁷² R. Johnson, «Les revenus des patrons ont progressé de 11 %», *Le Journal de Montréal*, 17 septembre 1997, p. 46. Dans le chapeau, l'auteur soulignait: «Alors que le Canadien moyen en arrache et que les salaires piétinent, les revenus des patrons des très grandes entreprises ont progressé de 11 % l'an dernier pour atteindre la moyenne de 733 000 \$!» En se rappelant que 61 % des Québécois gagnent moins de 25 000 \$, on aura vite compris le sens de cette croissance des revenus des patrons (voir également *Presse Canadienne*, «32 % d'augmentation en trois ans pour les chefs de direction», *La Presse*, 25 septembre 1996, p. D2). Ce sens devient encore plus clair quand on sait que le président-directeur général de la Banque de Montréal a gagné 4,2 millions de dollars canadiens en 1997 (*Presse Canadienne*, «Le PDG de la Banque de Montréal a touché 4,2 millions», *La Presse*, 7 janvier 1998, p. E5).

⁷³ Agence France-Presse, «Bill Gates a doublé sa fortune en un an», *Le Journal de Québec*, 14 juillet 1997, p. 25.

⁷⁴ The Boston Globe, art. cité.

⁷⁵ J. Lachapelle, «La corde au cou. L'endettement des étudiants au Québec n'a cessé de s'aggraver au cours des dernières années», *Le Devoir*, 17 février 1998, p. B1.

⁷⁶ Paule Des Rivières, «25 % des cégépiens vivent dans la pauvreté, 10 % dans la misère», *Le Devoir*, 20 avril 1998, p. A1.

⁷⁷ L'article 178 de la Loi fédérale sur les faillites et l'insolvabilité.

n'y a pas d'issue. De fait, l'objectif est de faire en sorte que la nouvelle force de travail n'ait pas le choix de travailler aux conditions qu'on lui offrira. Si elle est généralement endettée, elle ne pourra que se plier davantage. L'emprise et la sujétion s'étendent donc implacablement et généralement à ceux et celles dont la raison d'exister est de rêver d'avenir:

Tous ces gens-là [les étudiants endettés] vont repousser le moment où ils fonderont une famille, acquerront des biens comme une maison, ou même partiront des entreprises. Quand t'as une dette de 25 000 \$, t'es pas trop solvable au début⁷⁸!

Cette guerre ne fait donc pas que changer le mode de régulation, elle a des effets sur le sujet lui-même, tant dans sa dimension individuelle que dans sa dimension collective. Elle casse le rêve, comme l'a souligné le journaliste Pilita Clark du *Sidney Morning Herald* dans un percutant reportage sur la situation américaine, où elle dit que «*something was battering America's faith in the American dream*» à propos du fait que 64 % des Américains ne croyaient plus que leur administration allait dans la bonne direction⁷⁹. Elle casse le rêve et la confiance en l'avenir, l'assurance d'être et de pouvoir être, des acquis fondamentaux du fordisme-keynésianisme. Se réinstalle alors le doute quant à la possibilité de pouvoir s'accomplir. Le devenir est de nouveau incertain. Le sens de vivre s'étiole. La désespérance s'installe. Beaucoup trop chez les jeunes en viennent à la conclusion que la seule chose qu'il leur reste à faire, c'est de s'autodétruire; le taux affolant de suicide chez les jeunes Québécois, et d'autres comportements socialement inacceptables, témoigne de la perte du sentiment d'appartenir légitimement à cet avenir.

Reste, à propos de cette guerre d'exclusion du Capital contre le sujet, à préciser un dernier élément.

Un mode de régulation, c'est aussi un mode de mise à l'emploi de la force sociale de travail, de mise au travail, comme je l'ai précisé plus haut, ce qui exige une forme spécifique et une dimension déterminée de l'armée de réserve qui assure le renouvellement des effectifs (la disponibilité massive de la force de travail), mais, surtout, la concurrence entre travailleurs à la recherche d'un gagne-pain (le plus bas coût possible). Changer la régulation implique de changer également la mise à l'emploi et au travail et la forme et la dimension de cette armée de réserve. Cependant, la forme et la dimension de celle-ci dépendent évidemment du paradigme techno-économique qui a cours dans la

⁷⁸ J. Lachapelle, art. cité.

⁷⁹ P. Clark, «End of the dream», *The Sidney Morning Herald*, 27 juillet 1996, p. 1 et 4s.

phase, mais surtout du degré de concentration atteint par le Capital, de la ramification de la domination de ce dernier dans l'espace-temps et de ses besoins en accaparement de la valeur. Or, dans la mesure où le Capital tend à vouloir totalement dominer, c'est dorénavant le sujet dans son entièreté, le sujet qu'on a libéré de la liberté de refuser de participer en dépendance, comme l'a souligné Touraine dès la fin des années soixante⁸⁰, c'est-à-dire le sujet comme aliéné, qui constitue cette armée. C'est ce qui donne aujourd'hui au sujet son caractère d'opposition totalisante au Capital; il succède ainsi, comme sujet historique et acteur incontournable du devenir sociohistorique⁸¹, à la classe ouvrière, ce qui avait d'ailleurs amené les opéraiistes italiens à parler, dès les années soixante-dix, de l'ouvrier social⁸².

Par ailleurs, cette «limite» qui défie la volonté du Capital interagit dans la crise du fordisme-keynésianisme avec une autre limite, marquée celle-là par l'épuisement de la base du développement socioéconomique constituée par la production-consommation des biens matériels.

La crise du fordisme-keynésianisme et la limite objective que constitue l'utilité marginale décroissante à la consommation

On saisit d'autant mieux l'importance de cet effet de freinage sur la logique du capital qu'on tient simultanément compte de l'épuisement de la capacité d'absorption de la production des biens matériels par la sphère de la consommation.

Avec l'industrialisme fordien-keynésien, cette sphère d'activité a connu un envahissement massif, systématique et diversifié d'objets fabriqués industriellement (autos, pétrole, électroménagers, nouvelle gamme des machines à culture et à communiquer [téléviseurs, transistors, magnétoscopes, CD, etc.]). Or la consommation de ce type d'objets a une limite objective que la théorie néoclassique et marginaliste de l'utilité marginale à la consommation a tenté de circonscrire, c'est-à-dire la tendance à cesser un type de consommation devant la baisse tendancielle de l'utilité (ou de la satisfaction) que la répétition du geste consommatoire procure, quelle que soit la capacité de payer du consommateur. Par exemple, et pour caricaturer: le troisième réfrigérateurs,

⁸⁰ A. Touraine, *La société post-industrielle*, Paris, Denoël, 1969, p. 14, 15 et suiv.

⁸¹ Ce qui implique un rejet de la conception tourainienne du sujet historique, telle que Touraine l'a exposée dans *La sociologie de l'action* (Paris, Seuil, 1965).

⁸² Voir à ce propos A. Negri, *La classe ouvrière contre l'État*, Paris, Éditions Galilée, 1978; également, P. Boucher et P. Desbiens, «L'Italie entre deux feux», entrevue avec F. Piperno, *Les Cahiers du socialisme*, nos 10-11, automne 1982, p. 134-160.

le quatrième steak frites de la journée (!), la cinquième auto, la trois centième paire de souliers⁸³...

Cette limite objective fait que l'élargissement de la consommation atteint à un moment donné un point à partir duquel la consommation ne peut plus suivre le rythme du développement des capacités de production. Il y a alors désynchronisation de l'interaction production-consommation et l'écart entre les deux termes se fait tendanciellement d'autant plus important que le système productif tend à poursuivre sa reproduction élargie sur le même mode. Cela annonce l'épuisement du processus de productivité. En effet, à partir du moment où l'intensification de la production ne peut plus entraîner d'accroissement de la réalisation de la valeur, autrement dit, dès que l'intensification de la production commence à être disfonctionnelle avant de le devenir complètement parce que cette croissance ne trouve plus de correspondance dans la sphère de la consommation, la limite structurelle d'expansion du système est atteinte.

Le fait que, parvenue à un certain degré, la consommation ne peut plus suivre l'intensification de la production indique que la consommation de masse typique du fordisme-keynésianisme, qui a permis l'extraordinaire développement au cours des trente glorieuses, n'était intensive que parce que la consommation de la gamme des produits fordien-keynésiens se généralisait horizontalement dans la population. Ce n'était pas, donc, l'acte consommatoire en soi qui était intensif, mais sa manifestation générale. On peut ainsi constater la non-correspondance *fondamentale* entre la nature de l'intensité du procès de production dans lequel l'acte de production comme tel est intensif (nombre de produits fabriqués en série et en continuité dans un temps restreint) et la nature du procès de consommation qui, comme tel, n'a jamais été intensif ni continu ni en série, justement à cause de l'utilité marginale décroissante à la consommation. Cette non-correspondance fondamentale ne se présente toutefois pas comme condition de possibilité de l'épuisement du potentiel de développement de la phase tant que la généralisation de la condition de réalisation de la forme «apparente» de l'intensité du procès de consommation n'est pas accomplie, c'est-à-dire la généralisation, toujours relative, dans la masse des consommateurs de la consommation de la gamme des produits fordien-keynésiens⁸⁴, particulièrement. Ainsi, la généralisation du

⁸³ Cela se fait, comme Mme Marcos l'a prouvé, mais cette triste dictature fut aussi une caricature de ce à quoi conduisent la recherche et l'exercice du pouvoir sans partage.

⁸⁴ Cela nous permet de penser que l'efficacité de l'intensification, comme moteur de la croissance, serait tendanciellement décroissante au fur et à mesure que la production de masse tend à équivaloir à la totalité de la masse des sujets (je dis bien sujets et non consommateurs). C'est pour cela qu'on peut parler d'un épuisement du procès de

système productif fordien-keynésien se heurte à la limite objective et incontournable de l'usage et du sujet et devant laquelle le renouvellement de l'acte d'achat perd son terrain naturel, le besoin physiologique de l'humain.

On pourra arguer que cette limite peut être repoussée tant que de nouveaux produits s'ajoutent à la gamme des produits semi-durables de consommation de masse, donc tant qu'on peut élargir l'univers de la consommation de masse et pratiquer une sorte de «verticalisation» de la consommation de masse de produits semi-durables. C'est ce qui s'est effectivement produit avec, particulièrement, l'invention et l'implantation sur le marché des machines à culture et à communiquer (depuis 1945: téléviseur, chaîne stéréo, transistor, magnétophone, baladeur, vidéoscope, ordinateur personnel, téléphone cellulaire, ordinateur portable, modem...), mais qui, en tant qu'objets matériels, voient leur consommation régie en très grande partie par la même limite (l'utilité marginale à la consommation) qui a marqué l'épuisement de la synchronie des termes de la dialectique fordienne-keynésienne entre la production et la consommation. Cet axe de solution ne faisait donc que retarder l'échéance, mais simultanément ce dernier posait avec d'autant plus de radicalité la limite objective qu'il élaborait graduellement une

productivité fordien-keynésien. On serait donc sociohistoriquement passé d'une productivité caractérisée par le paradigme techno-économique de la mécanique et de l'extension du volume de la production à une productivité intensive dans certains secteurs avec le fordisme et à sa généralisation avec le fordisme-keynésianisme, puis à la nécessité de passage à une autre forme du procès de productivité. Les différents procès de productivité seraient ainsi caractérisés non seulement par la nature et la forme de la technique, mais aussi par la nature des biens moteurs de la croissance et la contribution de ces derniers au rehaussement du niveau de la productivité dans la dialectique production-consommation, à l'assemblage de possibles qui suggèrent à la conscience l'orientation à donner à l'action et qui conditionnent la praxis d'historicité. Ainsi, l'intensification fordienne-keynésienne de la production-consommation de masse, avec comme idée-force l'extension maximale de la marge, extension qui autorisait l'orientation de la totalité sociale par la démocratisation et de grandes politiques d'accès, s'est épuisée à surmonter l'écueil de la nature de la consommation des biens matériels. Si on applique ces paramètres d'évaluation de l'«adéquacité» du procès de productivité par rapport à la dialectique de la production-consommation et si on tient compte d'un ensemble d'initiatives qui mettent en tension cette dialectique (le juste-à-temps, la flexibilité, la tendance à la réduction des stocks, l'inversion du rapport *back* et *front office*, le ciblage des clientèles, la tendance planificatrice des consommateurs...), on constate que l'hypothèse, qui est aussi une idéologie, de l'ajustement *inconscient* par le marché entre la demande et l'offre *est devenue* sans fondement. De fait, ce qu'on retrouve sur ce marché, ce sont des comportements marqués au sceau de la volonté, de la réflexion, de la conscience. Si on reporte ces constats sur la forme du procès de productivité en voie d'émergence, s'impose l'idée qu'il ne peut qu'être caractérisé par l'exercice de la conscience, la volonté, la prévision, donc la programmation.

gamme nouvelle de produits et un autre type d'industrialisme, celui des industries culturelles, surtout des industries de contenus, autour desquelles s'organisait progressivement un autre modèle de production et de consommation.

Ces constats, associés à ceux concernant l'envergure de la crise et les possibilités d'une nouvelle praxis sociale assemblées sous le fordisme-keynésianisme, m'amènent donc à formuler l'hypothèse que l'actuelle transition pourrait bien déborder le cadre d'un changement de phase longue d'expansion. De fait, comme l'illustre la figure 1, et tel que je l'ai déjà avancé dans la première section de cet article, nous serions en voie de passer d'une base de développement socio-économique fondée sur la production-consommation de biens matériels à une base s'appuyant sur la production-consommation de biens non matériels, sur une activité non plus fondée sur la nature physiologique des humains, mais sur une activité liée à leur dimension socialo-culturo-politique et destinée à répondre à leurs besoins intellectuels et à l'obligation de lutter contre eux-mêmes, contre leur dimension physiologico-animale. On passe de la production-consommation de choses qui sont détruites dans l'acte de consommation et dont la transformation se fait en conséquence même de l'acte de consommation, «automatiquement», à la production-consommation de choses qui ne sont pas détruites par cet acte et qui sont transformées non pas de ce seul fait ni «automatiquement», mais par le recours obligé à l'intention, à la volonté et, donc, à la conscience. On passe donc de choses dont la production, l'accumulation et la consommation possible sont limitées par les déterminismes naturels, physiques et biologiques, à des choses dont la production, l'accumulation et la consommation peuvent être illimitées, qui peuvent être «complétables», indéfiniment mises à jour. On passe d'un horizon fini de la praxis sociale à un horizon qui pourrait être infini, si le sujet en décide ainsi. C'est justement dans cet univers en plein développement qu'il a fait, au cours des cent dernières années, certains apprentissages nécessaires à cet effet.

Modes de vie fordien et fordien-keynésien, conditions de possibilité et moyens d'individuation

Dans le mode de vie fordien⁸⁵, la consommation est de plus en plus séparée de la petite production marchande, de l'artisanat, et devient davantage dépendante de l'industrialisme et de l'échange marchand. Elle est plus individualisée que jamais auparavant et organisée par petites unités, la famille nucléaire. Mais le plus important dans cette

⁸⁵ A. Gramsci, ouvr. cité, p. 689-706; D. Bleitrach et A. Chenu, *L'usine et la vie. Luites régionales: Marseille et Fos*, Paris, François Maspero, 1979, p. 41-75.

transformation du mode de vie qui commence au début du siècle avec le développement de la production de masse, c'est le saut qualitatif que fait la mise à disposition des biens qui devient alors massive et diversifiée sur le marché. On entre dans l'ère de la consommation de masse.

Cependant, face à cette forme massive de mise en circulation de la production, le sujet va devoir de plus en plus fréquemment opérer des choix. L'acte de choisir fera dès lors partie intégrante de la distribution de la production, donc de l'échange. À travers même la consommation d'objets de plus en plus nombreux et fabriqués en série, l'individu trouvera d'autant plus de moyens et de prétextes pour exprimer son individualité, ses goûts et préférences que le temps travaillé diminuera. Ce sera particulièrement le cas dans la sphère des pratiques culturelles.

Le mode de vie fordien se caractérise en effet aussi par un enrichissement sans précédent de la mise à disposition de contenus culturels grâce à l'invention et à la généralisation de nouveaux moyens de communication (surtout le téléphone) et de pratique culturelle, les machines permettant l'accès à des contenus (le phonographe, les appareils photo, graphiques, la radio...) et les objets-contenant les accompagnant (disques, pellicules, programmes, photos⁸⁶...). Cependant, ces nouveaux moyens de consommation culturelle, surtout la radio, en comprimant l'espace et en objectivant le «réel» par la diffusion en direct de l'action à la masse des individus «retranchés» dans le refuge du foyer «nucléaire» font non seulement surgir l'individu-masse, mais procurent à la construction et à l'utilisation du sens, à la formation et à l'expression de l'imaginaire, de toutes nouvelles possibilités qui transforment de façon majeure les conditions d'exercice de la pensée et de l'individualité.

Au sortir de la Seconde Guerre, le fordisme-keynésianisme va poursuivre sur la même lancée. En effet, il se caractérise par l'assemblage de nouvelles conditions d'existence où l'individu a dû se montrer de plus en plus actif devant une mise à disposition qui est devenue graduellement encore plus massive et diversifiée. C'est encore une fois dans le champ de la culture que ces nouvelles conditions d'exercice de l'individualité ont été particulièrement remarquables. En effet, durant cette période, la sphère des pratiques culturelles n'a cessé de s'enrichir par l'ajout d'un nombre important de nouveaux moyens d'accès à la culture, à l'information et à la communication. À ce niveau, le mode de

⁸⁶ À cet effet, voir P. Flichy, *Les industries de l'imaginaire*, Grenoble-Paris, PUG-INA, 1980; et *Une histoire de la communication moderne. Espace public et vie privée*, Paris, La Découverte, 1991; également, J. W. Carey, *Communication as Culture, Essays on Media and Society*, Boston, Unwin Hyman, 1989.

vie fordien-keynésien a cependant été marqué par la domination de la télévision et, de façon plus générale, par les industries de l'audiovisuel, du moins jusqu'à l'entrée en crise structurelle, au milieu des années soixante-dix, où alors est formulé le projet d'informatiser la société et où l'ordinateur commence à s'implanter.

Avec la multiplication et la diversification de l'offre télévisuelle et l'augmentation qualitative de la possibilité de choix pour l'usager — surtout avec la câblodistribution, la diffusion directe par satellite, la télécommande et le magnétoscope, etc.—, la pratique du téléspectateur s'est faite de plus en plus active, plutôt que passive⁸⁷. De plus, au fur et à mesure de sa croissance, cette multiplication-diversification a amené le sujet à devoir choisir de plus en plus souvent, à exercer toujours davantage une liberté et un arbitraire non seulement face aux contenus, mais aussi par rapport aux différentes finalités d'usage que le médium offrait, par exemple entre: les nouvelles pour s'informer, la fiction (téléroman, télécinéma, séries...) et le sport pour se divertir, le documentaire pour se cultiver, les services (télé-achat, télé-services...) pour un usage utilitaire et les émissions éducatives ou de formation pour apprendre.

On retrouve cette même possibilité de choisir, cette même liberté et ce même arbitraire au chapitre de la consommation-utilisation d'informations «sérieuses», à des fins productives, pour le travail, avec la mise à disposition numérique de l'information⁸⁸. Plus le processus d'informatisation sociale avance, particulièrement actuellement avec la mise en place des autoroutes de l'information, plus l'utilisateur a à sa disposition une multiplicité-diversité de choix, choix qu'il effectue en fonction de ses goûts, préférences, intuitions, selon ses besoins, selon les buts qui lui auront été désignés s'il est en situation d'emploi, ou qu'il se sera lui-même donnés s'il contrôle, ne serait-ce que relativement, son travail, etc.

Les nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC) feraient donc faire un saut qualitatif important à la dimension

⁸⁷ C'est surtout avec la généralisation du magnétoscope, dans les années quatre-vingt, que cette pratique devient plus active, étant donné que l'usager peut désormais organiser son écoute selon sa volonté, planifier son usage, décider du moment de son écoute, même automatiser (programmer) ses choix dans l'offre. Voir à ce propos J.-G. Lacroix et G. Tremblay, «The "information society" and the cultural industries theory, art. cité, particulièrement le chap. III, «The construction and reproduction of the social uses of cultural and information products and services», p. 71-92.

⁸⁸ J.-G. Lacroix, «Informatisation, industrialisation de la culture et marchandisation accrue de la formation: une interaction ouvrant un nouveau cycle long de croissance», art. cité, p. 327-328.

active des pratiques impliquant du symbolique, du sens, que ce soit pour se cultiver, se divertir ou travailler. Cela signale le rôle de plus en plus structurant de l'exercice de l'individualité, donc de l'individuation, dans les pratiques non seulement culturelles, mais aussi sociales en général en cette fin du second millénaire. La liberté-volonté que manifeste l'usager en opérant ces choix devient en effet, dans le mode de vie en voie d'édification, une condition incontournable, nécessaire, de la praxis tant dans la sphère de la production que dans celle de la reproduction.

Ces dernières considérations rappellent que l'informatisation des systèmes productif et reproductif veut dire une transformation majeure de l'offre culturelle, mais aussi de l'ensemble de la mise à disposition des produits et services informationnels. En résulte une réorganisation de la sphère de la consommation et des usages consommatoires qui vise à faire correspondre, en rétroaction, cette sphère et le système productif. Dans ce procès de double transformation, ce sont aussi les possibilités d'individuation qui sont structurellement modifiées, recomposées, qui font un saut qualitatif.

Armand et Michèle Mattelart soulignaient, à la fin des années quatre-vingt, que le retour vers l'acteur dans la littérature critique d'économie politique de la culture et des communications indiquait une sensibilité pour la tendance sociale à la réappropriation de la valeur d'usage, de la valeur d'usage du temps, de l'espace, du corps, des savoirs sociaux, de la connaissance, de l'information, bref, de la réappropriation de la vie, du contrôle de la vie, voire de la pensée⁸⁹. Cet intérêt pour le sujet, synchrone avec l'arrivée à une certaine maturité des NTIC, n'est pas étranger aux conditions de possibilité produites au fil de la phase fordienne-keynésienne, comme nous l'avons vu plus haut. Aussi faut-il accorder au surgissement actuel du subjectif dans les usages socioculturels toute sa lourdeur sociologique, tant au niveau microsociologique des pratiques individuelles qu'au niveau macrosociologique de l'agrégation de l'interaction sociale en totalité sociale. Ainsi, la nette tendance que remarque Gilles Pronovost chez les usagers, chez les citoyens des années quatre-vingt-dix, à vouloir contrôler le temps de travail⁹⁰ et le temps hors travail, de loisir, à vouloir l'organiser, le programmer⁹¹, témoigne de l'assemblage d'une nouvelle figure socioculturelle, mais aussi éventuellement politique, du citoyen. Une figure caractérisée par la possibilité et la nécessité de manifester sa

⁸⁹ A. Mattelart et M. Mattelart, *Le carnaval des images*, Paris, La Documentation française-INA, 1987, p. 69 et 150.

⁹⁰ G. Pronovost, *Loisir et société. Traité de sociologie empirique*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1993, p. 295 et suiv.

⁹¹ *Ibid.*, p. 329-333.

volonté, d'opérer des choix dans une mise à disposition de plus en plus grande et diversifiée héritée de l'accumulation fordienne-keynésienne. Or une telle figure du citoyen et de telles possibilités conduisent à l'exacerbation de la contradiction, qui marque l'évolution du capitalisme comme mode de production et de consommation, entre le caractère de plus en plus socialisé de la production des biens et services, mais aussi de la richesse, et le caractère de plus en plus individuel de la consommation.

Nous ferions donc face, comme le souligne Melucci, à la possibilité et à la nécessité d'organiser macrosociologiquement la mise à disposition de conditions d'individuation⁹², ce qui pose *de facto* la question du statut de cette nouvelle individualité par rapport à la totalité sociale. Toutefois, ce problème se situe d'emblée dans le champ du politique. Il concerne la dynamique et la forme de l'espace public, lequel tendrait, dans l'hypothèse de la concrétisation des nouvelles possibilités, à se transformer en espace de discussion, comme Habermas l'a déjà avancé⁹³, avec la possibilité ainsi de redéfinir la démocratie, de l'approfondir. C'est la raison pour laquelle j'ai déjà formulé l'hypothèse que les conditions de passage à un autre mode de régulation, la régulation discutée-programmée⁹⁴, étaient réunies, partiellement du moins. Il faudrait peut-être voir dans cet approfondissement de la démocratie et ce passage à ce nouveau mode de régulation une condition fondamentale d'un éventuel progrès social que tous souhaitent, mais dont le Capital veut profiter en exclusivité, comme nous l'avons vu plus haut et le verrons plus loin, ainsi que l'indique actuellement son comportement impérial.

3 La transition: vers une régulation discutée-programmée (RDP) et la conscientivité (hypothèse)

J'ai souligné plus haut qu'un mode de régulation était toujours constitué d'un ensemble de composantes. Cela pose la question de l'articulation des composantes en un tout capable d'un équilibre systémique dynamique, c'est-à-dire la correspondance nécessaire de la nature et de la forme des interactions entre les différentes composantes constitutives d'une phase longue d'expansion pour qu'elles soient mises en coopération complexe et particulière dans une forme de régulation. Sous le fordisme-keynésianisme, nous assistons à la montée d'un ensemble de facteurs faisant que la forme discutée-programmée

⁹² A. Melucci, art. cité, p. 195-196.

⁹³ J. Habermas, *Écrits politiques*, Paris, Éditions du Cerf, 1990, p. 124.

⁹⁴ J.-G. Lacroix, «Autoroutes de l'information et transition vers le mode de régulation discuté-programmé (MRDP)», art. cité.

de régulation tend à émerger à des degrés divers, mais de façon très inégale selon les différentes composantes. Cependant, cet assemblage, au fil de la phase, des conditions de possibilité d'une transformation de la praxis sociale, comme nous l'avons vu en introduction, représente également une possibilité d'une reproduction élargie du Capital. L'objectif de cette section est d'examiner l'état d'avancement de la forme discutée-programmée en ce qui concerne certaines composantes afin d'appréhender la possibilité de l'émergence de la nouvelle régulation.

Un nouveau paradigme techno-économique, la programmation, et un nouveau mode d'aliénation

Christopher Freeman soutient qu'un nouveau paradigme techno-économique, ou régime technologique nouveau, s'élabore toujours durant la période de dépression longue où lentement d'abord, puis progressivement et cumulativement par la suite, il démontre ses avantages au point d'apparaître à un moment donné comme la forme de réarticulation dominante possible du système productif et reproductif, ce qui inclut donc la production du sujet⁹⁵. Le développement de la technologie informatique correspond tout à fait à cette vision de l'émergence d'un nouveau paradigme techno-économique, comme je l'ai précisé dans la première section⁹⁶.

Ce nouveau paradigme techno-économique en voie de s'affirmer dans l'ensemble du système productif-reproductif avec la mise en place des autoroutes de l'information, et dont quelques-unes des caractéristiques les plus importantes ont été exposées dans la première section de ce texte, entre autres la programmation et la mise à disposition totalisante de l'information, fait faire un bond qualitatif important à la productivité du travail consommant intensivement, massivement, de l'information, de la connaissance, de la communication, bref, le travail intellectuel-culturel. Or il s'agit justement du type de travail qui, sous le fordisme-keynésianisme, a connu une croissance quasi exponentielle,

⁹⁵ C. Freeman, *Technical Change and Economic Theory*, Londres, Pinter, 1988; et, C. Freeman et C. Perez, *The Diffusion of Technical Innovations and Changes of Techno-Economic Paradigm*, ouvr. cité. Je dois préciser qu'en me référant aux travaux de Freeman en terme de paradigme techno-économique, je tente de mettre l'accent sur un aspect principal de sa contribution. Je ne veux nullement laisser entendre que Freeman réduit la dynamique de la transformation socioéconomique à l'aspect technologique. De concert avec C. Perez, il considère que cette transformation est due à l'ensemble de la totalité sociale, économique et institutionnelle. Voir également à cet effet, entre autres, C. Perez, «Structural change and assimilation of new technologies in the economic and social system», art. cité.

⁹⁶ Revoir à ce propos la note 22.

croissance dans laquelle plusieurs, et particulièrement Daniel Bell⁹⁷, ont vu le fondement d'une nouvelle société, une société postindustrielle et de l'information. Le nouveau paradigme technologique constituerait ainsi un levier de redéfinition, de recomposition, du travail stratégique dans l'ensemble grandissant des secteurs où le traitement de l'information, la production du sens occupent la place centrale.

Par ailleurs, cela implique que c'est aussi tout le système de production du sujet qui est transformé par l'affirmation de ce nouveau paradigme, comme l'indiquent les processus d'informatisation du système d'éducation et du système de santé, particulièrement avec la mise en place dans ces secteurs de tronçons d'autoroutes de l'information⁹⁸. Actuellement, à ces deux derniers niveaux, la production du sujet est caractérisée par deux concepts qui accompagnent cette mise en place: l'auto-formation et l'auto-soin.

J'ai souligné plus haut l'importance qu'a la mise en correspondance du mode de production du sujet et de la forme du système productif, le procès croissant d'individuation, particulièrement dans la sphère de la culture, l'acquisition sous le fordisme et le fordisme-keynésianisme de l'habitude d'opérer des choix et d'être actif, que plus on avançait dans le processus d'informatisation sociale, plus l'utilisateur se trouvait en présence d'une mise à disposition de l'information diversifiée et totalisante où l'exercice de la liberté de choix et de l'individualité jouait un rôle structurant. Par ailleurs, j'ai aussi souligné que l'objectif de la guerre menée par le Capital contre le sujet était de libérer ce dernier de la possibilité de participer en dépendance, de généraliser la sujétion. Le cas de la situation des étudiants, que j'ai également évoqué, est à ce titre particulièrement significatif. En effet, tout en étant socialisés en vertu du nouveau paradigme techno-économique, en en acquérant la maîtrise, en faisant l'apprentissage des distinctions pertinentes qui éventuellement leur permettraient de faire une sélection dans l'information mise à leur disposition, les étudiants apprennent déjà la précarité et la disponibilité quand l'offre de travail passe, c'est déjà exister dans le vivier généralisé. Cependant, j'ai également précisé que tout le problème pour la domination du Capital était d'éviter que le sujet ne prenne conscience des possibilités accumulées et ne les interprète sur la base de ses propres intérêts, d'où la nécessité

⁹⁷ D. Bell, *The Coming of the Post-Industrial Society*, New York, Basic Books, 1973; également M. U. Porat, *The Information Economy: Definition and Measurement*, U.S. Department of Commerce, Office of Telecommunications, Washington (D.C.), 1977.

⁹⁸ J.-G. Lacroix, «Au cœur des recompositions socioéconomiques, la crise de l'École», art. cité, à paraître à l'automne 1998; également, J.-G. Lacroix, «Informatisation, industrialisation de la culture et marchandisation accrue de la formation: une interaction ouvrant un nouveau cycle long de croissance», art. cité.

d'aliéner la conscience. D'où aussi la question de la forme adéquate de l'aliénation pour un état donné de la dialectique production-consommation et des rapports de pouvoir. La nouvelle force de travail dans le nouveau paradigme techno-économique se caractériserait donc à la fois par l'exercice de la conscience et l'aliénation de la conscience. C'est là le rôle du *self-service*, de l'auto-utilisation, bien sûr allié au mode de la mise à l'emploi et à l'exclusion du sujet de l'accès réel à la propriété.

En effet, comme je le démontre ailleurs⁹⁹, la «servuction», le *self-service*, bref l'auto-formation représente une forme d'aliénation. De fait, la possibilité de choix mis à la disposition des consommateurs et la part active de plus en plus importante qu'on exige d'eux ne modifient aucunement la place structurelle de l'utilisateur face à l'offre ni l'antériorité de celle-ci par rapport à la demande. Au contraire, cette mise à disposition qui multiplie et diversifie les possibilités de choix individuels exige un degré supérieur d'antériorité, tant au chapitre de ce qui est mis à disposition (les choses devant être déjà produites ou prêtes pour être mises à disposition) qu'au chapitre des outils intelligents permettant d'opérer ces choix (les logiciels) où tout doit être antérieurement prévu, conçu, opérationnalisé, formaté, pour que l'activité de choix se réalise facilement (le *friendly using*) et rapidement. Dans ce dernier cas, tout le formatage des opérations à effectuer pour choisir, compris dans les outils mis à disposition, tout en favorisant l'autonomie et la liberté individuelle, les relativise fortement, parce qu'il est beaucoup plus contraignant que l'apparente facilité d'accès et de choix ne le laisse supposer.

Mais le plus important est le fait que cette servuction opacifie le lien ou la séparation entre le produit et le procès de production et la force de travail le réalisant, centrant l'attention sur le consommateur, qu'on voit dorénavant comme le producteur du produit. Cette opacification produit ainsi un troisième degré d'aliénation qui s'ajoute, d'une part, à l'aliénation du résultat de l'activité de production qui n'apparaît plus dans ce mode d'accès aux contenus que comme séparé du producteur, que comme objectivé, réifié en soi, mis à la disposition du sujet, là, sur et dans l'écran devenu l'étal privilégié de la marchandise informationnelle et culturelle, et, d'autre part, à l'aliénation du travailleur qui n'apparaît plus dans cette mise à disposition que comme séparé du fruit de son travail. Dès lors, ce travailleur est nié et n'est plus présent dans cette mise en circulation des contenus que comme l'inverse de ce qu'il est dans le système productif, un consommateur.

Dans la servuction, le consommateur est lui aussi aliéné par le mensonge du miroir déformant du mode d'accès, de l'échange, dans

⁹⁹ *Ibid.*

lequel il se voit maintenant aussi comme un producteur, confortant chez lui l'illusion de la liberté, de l'autonomie et de la prétention au contrôle (l'appropriation pertinente et légitime) du produit consommé (sélectionné), prolongeant ainsi sur le plan culturel la même aliénation que celle déjà fort répandue du libre-service dans les autres secteurs de la consommation, notamment celui des kits et du *do it yourself*. De ce fait, la vision «servuctrice» nie le lien social dans la production du sujet¹⁰⁰.

La discussion-programmation dans l'établissement du nouveau régime d'accumulation et du nouveau rapport de concurrence

L'indicateur fort de la transformation radicale des modalités de concurrence réside dans le nouveau type de concentration en voie de s'établir en norme sociale par la vague des méga-fusions, des méga-alliances et des ententes de coopération entre entreprises déjà multinationales, déjà de taille mondiale¹⁰¹. Depuis quelques années, nous sommes en effet les témoins passifs et impuissants de ces mariages. Fait à noter, cette mode a commencé dans le champ des communications et des industries culturelles — ce qui indiquerait encore une fois, si besoin est, l'importance stratégique qu'a prise ce secteur d'activité —, pour ensuite gagner le secteur de la production informatique et tous les autres secteurs industriels et de services, particulièrement celui des banques et de la finance, comme nous l'avons vu plus haut¹⁰².

¹⁰⁰ C'est-à-dire cette volonté-nécessité d'assurer socialement le partage de l'héritage, du patrimoine, volonté qui relève d'une vision universaliste et égalitaire du sujet au-delà des inégalités de dotation naturelle, donc d'une vision idéalisatrice du sujet, type de vision qu'ont partagé à différents moments de l'histoire les révolutionnaires ou les grands réformateurs, comme Keynes, Freinet et d'autres.

¹⁰¹ À titre indicatif, mentionnons qu'au premier trimestre de 1998 le montant des fusions et acquisitions au Canada s'élevait à 42 milliards; pour le même trimestre de l'année précédente, ce montant atteignait 24 milliards. De plus, le nombre de ces transactions se chiffre depuis quelques années à plusieurs centaines (R. Dupaul, «Fusions et acquisitions: nouveau record au Canada», *La Presse*, 7 avril 1998, p. C6).

¹⁰² Dresser la liste de ces alliances serait trop long et inutile pour l'esprit de mon propos, je n'en signalerai ici que quelques exemples, afin d'illustrer l'ampleur du phénomène et l'incidence radicale qu'il a sur les rapports de concurrence. Parmi les fusions ou acquisitions les plus spectaculaires ayant eu lieu dans le monde: Grand Metropolitan et Guinness (36 milliards de dollars américains); MCI et WorldCom (37 milliards); Bell Atlantic et NYNEX (23 milliards); Ernst & Young et KPMG (18,3 milliards); Union Bank of Switzerland et Swiss Bank (25,8 milliards); Lockheed Martin et Northrop (8 milliards). Au Canada, sont à signaler, à l'exception de la fusion récente des grandes banques à charte, les fusions ou acquisitions suivantes: entre Hydro-Québec et Gaz Métropolitain (309 millions de dollars canadiens); entre Abitibi-Price et Stone-Consolidated (4,4 milliards); entre Quebecor et Télévision Quatre Saisons (25 millions); entre Spar Aérospatiale et CAE Aviation (62 millions). Voir entre autres, à cet effet, P. Durivage, «Les grandes alliances», *La Presse*, 28 janvier 1998, p. D1;

Le fait que ce modèle tende à se généraliser à l'ensemble des secteurs d'activité économique indique que la loi de la concurrence fait en sorte que les unités (entreprises) voulant se maintenir aux premiers rangs doivent maintenant adopter cette stratégie ou se résoudre à être évincées de la liste des chefs de file, position qui, dans le système capitaliste, est le but de l'exercice, faut-il le rappeler. Nous assistons ainsi à l'émergence d'une concentration d'un degré supérieur et donc à un bond qualitatif important de la capacité d'intervention sur le marché, entre autres par l'atteinte d'un degré supérieur de centralisation des revenus, de la capitalisation, du contrôle de l'appareil de production, etc., et un bond également de la capacité d'investir, ce qui implique orienter l'activité socioéconomique. De toute évidence, de telles concentrations changent les rapports de pouvoir, la partie de bras de fer que l'ami Bill Gates entame avec l'État américain est fort révélatrice à cet effet. À cette nouvelle concentration-centralisation correspondent donc de nouvelles conditions d'exercice du pouvoir, des conditions marquées par une hyper-centralisation.

Mais, le plus important toutefois dans ce processus, c'est la façon dont cette nouvelle concentration est réalisée. En effet, elle se fait par la voie de discussions, d'ententes, de décisions réfléchies lesquelles, et c'est là le plus fondamental, découlent d'évaluations raisonnées, calculées et partagées «collectivement» par des partenaires qui étaient auparavant en concurrence directe ou indirecte ou convergente. Il s'agit donc d'une concentration-centralisation intentionnelle et consciente, dont la concrétisation dépend de discussions et suit un programme en vertu d'accords établis. Le fait que ces pratiques engagent des acteurs de taille déjà gigantesque et de capacités concurrentielles également gigantesques indique bien que la forme discutée constitue une condition objective non seulement possible, mais aussi nécessaire du procès de concentration à ce stade-ci du développement capitalistique. Après avoir été d'abord concurrentiels, puis monopolistes, le régime d'accumulation et le mode de régulation de la concurrence se feraient donc raisonnés, discutés-programmés, et prendraient une allure totalisante ou globalisante, du moins tendancielle. On est donc fort loin d'une rencontre au hasard sur un marché qui s'autorégule et ajuste automatiquement le comportement des acteurs, l'ajustement se faisant en dehors de la conscience, comme le laisse entendre l'idéologie néolibérale. On en est au contraire à une situation où un très petit nombre de joueurs s'assurent par l'exercice de la discussion et de la programmation une emprise totalisante, du fait de leurs nouvelles

Agence France-Presse. «Une fusion de 14 milliards aux États-Unis. Télécommunications», *Le Devoir*, 27 août 1996, p. B4; et Agence France-Presse et Reuter, «Une grande alliance tricontinentale. NEC et BULL cimentent leurs liens avec Packard-Bell», *Le Devoir*, 8 février 1996, p. B4.

capacités d'action (la concentration-centralisation), et globalisante sur l'espace-temps, dans la mesure où leur terrain de jeu couvre la planète entière. On peut y voir encore là l'ampleur et la radicalité de l'exclusion du sujet, puisque l'appropriation privée arrivée à ce stade implique l'éviction du sujet comme propriétaire de droits, dont celui d'avoir accès au cénacle discutant et décidant du programme à suivre.

Face à l'hyper-centralisation capitaliste, un sujet-masse sans armes institutionnelles de «solidarisation»

Simultanément, le mode de représentativité, de délégation de la parole de la force sociale de travail, tout particulièrement par l'institution syndicale, demeure local; au mieux, il a encore une influence nationale, ce qui le laisse relativement «impuissant», du moins dans sa forme actuelle, face au nouveau mode de concurrence, d'organisation de l'accumulation et de l'appropriation. On constate en effet que la forme de la solidarité et de la délégation de la parole (représentativité) demeure influencée par le mode fordien-keynésien de régulation, c'est-à-dire que la solidarité entre travailleurs se limite encore au cadre microsociologique de l'entreprise ou, au mieux, au cadre sectoriel ou national, donc une forme institutionnelle encore largement inspirée par le Wagner Act. Il semble que l'institution syndicale n'ait pas encore pris en compte le caractère de masse de la situation de la force sociale de travail et du sujet. On ne semble pas encore saisir l'effet structurant du rapport qui se cristallise actuellement entre le caractère global de la nouvelle armée de réserve, le fonctionnement du marché du travail en vivier (qui laisse vivre mais sans espoir d'en sortir, avec l'illusion de vivre en attendant d'être consommé) généralisé¹⁰³, le nouveau mode d'usage, d'emploi, de la force de travail (la précarité généralisée), le mode de formation de la rémunération qui en découle (l'appauvrissement qui se généralise) et le nouveau mode de vie imposé à la population (caractérisé par une pauvreté qui tend à s'accroître, comme nous l'avons vu, et un transfert des coûts à la population, ce qui n'est pas étranger à son appauvrissement relatif, quand il n'est pas absolu).

Cette combinaison de facteurs à laquelle fait face la force de travail nécessiterait d'inventer une nouvelle forme de solidarité, une solidarité qui déborderait le cadre microsociologique en s'exprimant de façon encore plus universaliste que ne le faisait l'ancienne forme de solidarité, qui s'exprimerait directement au niveau macrosociologique, afin de

¹⁰³ Voir à cet effet A. Huet et autres, *Capitalisme et industries culturelles*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1984; J.-G. Lacroix, «Autoroutes de l'information et transition vers le mode de régulation discuté-programmé (MRDP)», art. cité; J.-G. Lacroix, *La condition d'artiste: une injustice*, Montréal, VLB éditeur, 1990.

mettre fin à l'aliénation induite par le type de concurrence individuelle caractérisant le fonctionnement en vivier généralisé. Toutefois, cette nouvelle forme de solidarité à inventer passe par une transformation substantielle du mode d'organisation «autonome» de la force de travail, de la syndicalisation, un peu comme le passage de la deuxième phase longue d'expansion du capitalisme à la troisième a forcé la transformation de l'ouvrier de métier en ouvrier industriel et la réorganisation du syndicalisme de métier en syndicalisme industriel.

La transformation serait donc à opérer dans la direction déterminée, d'une part, par la forme de solidarité nécessaire dans un contexte caractérisé par l'atteinte d'un degré supérieur de concentration et de socialisation du système tant reproductif que productif et, d'autre part, par la forme de l'armée de réserve et du nouveau mode de mise à l'emploi (la précarisation et le vivier généralisé). L'institution à créer doit donc être capable, d'un côté, de porter la parole de la force sociale de travail, du sujet, au même niveau que le niveau atteint par la concentration-centralisation du Capital et de son pouvoir et, de l'autre côté, d'exprimer la parole de l'ensemble du sujet-masse composant le vivier généralisé. Elle ne peut ainsi être organisée autour du rapport salarial négocié dans des cadres microcosmiques, donc différenciés selon les lieux et le type de production, à l'instar de ce que suggèrent certains tenants d'une régulation trade-unioniste, largement inspirée d'une sociologie des organisations, qui prônent la démocratie salariale comme moyen de partage de la valeur avec le Capital¹⁰⁴, alors que le problème fondamental est un problème d'appropriation, de droit d'accès à la richesse et non de *quantum* salarial¹⁰⁵. Elle doit donc viser directement l'appropriation du surplus, le partage de la richesse collective, imposer la discussion sur le droit de propriété et le droit à une existence décente et valorisante, comme le fait par exemple la revendication de l'allocation universelle des moyens d'existence¹⁰⁶, donc s'exprimer d'emblée dans le champ macrosociologique le plus approprié à ce type de débat, le champ du politique. C'est directement à ce niveau que cette solidarité a à se constituer en acteur historique, en

¹⁰⁴ Voir à cet effet R. Sainsaulieu, *L'entreprise, une affaire de société*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990; M. Crozier, *L'entreprise à l'écoute. Apprendre le management post-industriel*, Paris, InterÉditions, 1989; P.-E. Tixier, *Mutation ou déclin du syndicalisme? Le cas de la CFDT*, Paris, PUF, 1992; P. R. Bélanger et B. Lévesque, «Amérique du Nord: la participation contre la représentation?», *Travail*, no 24, 1991-1992, p. 71-90.

¹⁰⁵ Dans un cas, l'opposition à la domination du Capital est une affaire de quantité, dans l'autre, c'est une affaire de droit, de principe axial de définition du sujet.

¹⁰⁶ Voir à cet effet J.-M. Vincent, «Pour une reprise de la critique de l'économie politique», dans F. Sebaï et C. Vercellone (dir.), *ouvr. cité*, p. 373-380.

sujet historique, seul capable d'entreprendre les actions fondatrices nécessaires à la concrétisation des possibilités.

Tout ce qu'on vient d'avancer veut par ailleurs dire que le nouveau mode d'institutionnalisation de la parole de la force de travail ne peut faire l'économie de s'organiser internationalement et d'amener la discussion et forcer des ententes sur des enjeux d'ordre macro-sociologique et qui se font tendanciellement de plus en plus planétaires, comme la valeur de la monnaie, la fixation des taux de change et d'intérêt, la régulation des flux financiers — tous des domaines sur lesquels s'étend l'hégémonie des banques centrales, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), les institutions figures de proue de la nouvelle réalité oligarchique du capitalisme, particulièrement le capital financier international —, mais aussi la protection de l'environnement, la santé, l'éducation...

La régulation discutée-programmée à l'échelle du monde

La détérioration des capacités nationales de régulation, surtout sur le plan des formes institutionnelles chargées des arbitrages entre capitalistes et entre le Capital et le travail, s'est faite au fil du développement du fordisme-keynésianisme, d'une part, dans la foulée de la montée en puissance des firmes multinationales, de la croissance de la concentration et de la centralisation du capital tant dans les cadres nationaux que dans les cadres internationaux, donc de la vertigineuse augmentation des capacités d'intervention de ces entreprises sur les marchés et de contrôle de ceux-ci. D'autre part, elle résulte de la poussée corollaire des flux transfrontaliers des ressources naturelles, des produits finis et semi-finis, des produits financiers et des monnaies, des informations, etc. Cette concentration et ces flux ont rendu à un moment donné les frontières nationales en partie obsolètes. Dès ce moment se produit dans le mode d'accumulation une dislocation graduelle du rapport régulé entre le Capital, le travail et le sujet, dans laquelle le premier acquiert toujours plus d'autonomie face aux forces nationales de travail (pouvant alors, entre autres, les jouer en concurrence les unes contre les autres). Cela implique que la logique d'accumulation du capital déborde alors les cadres nationaux, qu'il y a perte de cohérence des systèmes productifs nationaux, déstabilisation des institutions nationales de régulation¹⁰⁷.

Il importe ici de souligner le rôle de plus en plus important que jouent certaines institutions internationales d'intervention et de contrôle

¹⁰⁷ B. Rosier, *Les théories des crises économiques*, Paris, La Découverte, 1987, p. 115-117.

du Capital (le FMI, la Banque mondiale, etc.) et la correspondance de la forme des opérations de constitution des nouveaux grands espaces socioéconomiques d'échanges (ALENA, CEE, etc.) avec la forme discutée-programmée, dont la présence a été relevée dans les composantes précédemment analysées. En effet, il faut retenir que la constitution de ces nouvelles aires socioéconomiques ne se fait qu'à travers des discussions tenues et des ententes conclues en cénacles restreints (G7, G8, G12, GATT, Accord multilatéral sur l'investissement [AMI] de l'Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE], telle ou telle ronde d'élargissement du libre commerce international) qui conduisent à l'élaboration de programmes de réalisation, d'où la dimension voulue, recherchée, discutée, voire programmée, qui s'affirme de plus en plus également à ce palier de l'action sociale.

La détérioration des capacités nationales de régulation en l'absence de véritables instances internationales ou régionales de régulation rend actuellement l'expression de la volonté du sujet extrêmement difficile. Les aléas de la lutte contre le danger nucléaire ou radioactif, contre la détérioration de l'environnement ou encore contre un programme comme celui de l'AMI en témoignent. De fait, l'éloignement des lieux de discussion prive radicalement le sujet de la possibilité de défendre son droit à la propriété sur la nature, la culture, l'écosystème, le patrimoine..., la vie.

Ce n'est toutefois pas l'international en soi qui est en cause, mais sa forme actuelle. Ainsi peut-on imaginer qu'une internationalisation qui se réaliserait sur la base du respect mutuel, de la valorisation et de la reconnaissance de la légitimité des différences et des spécificités locales ne pourrait que contribuer à l'enrichissement du patrimoine mondial plutôt qu'à son uniformisation comme les pratiques d'internationalisation actuelles le font et tendent à l'accentuer. Ce véritable mondialisme contribuerait à créer une solidarité, une identité au-delà des différences, un engagement envers la démocratie internationale et l'égalité entre habitants de la terre. On peut penser aussi que ce mondialisme et la solidarité qui l'organise favoriseraient l'éradication de choses qui constituent une véritable honte pour la conscience humaine. En effet, les problèmes de la pauvreté et de la misère, de la faim, du nonaccès à de l'eau potable, les problèmes liés à certaines maladies et infections, peuvent être résolus s'il y a entente à ce propos et si on se dote d'un programme à cet effet. Ce n'est plus une question d'impossibilité, de manque de moyens, c'est une question de volonté et d'intérêt. D'où l'importance de la forme de la participation au mondial pour le devenir sociohistorique.

Or, présentement, cette participation au mondial pour l'ensemble des sujets et la plupart des collectivités se fait en dépendance et sans droit de parole, dans le non-respect de ce qu'ils sont, de leurs droits, de ce qu'ils espèrent. Cette forme dictatoriale et totalisante de l'exclusion du sujet est non seulement symbolisée par l'AMI, mais concrétisée par cette même discussion entre représentants du Capital concentré et centralisé mondialement et par la programmation qu'ils se sont donnée pour s'assurer du droit *exclusif* de mettre en valeur le Capital *partout* où ils décideront de le faire.

De fait, comme le faisait très récemment remarquer Pierre Bourdieu, la pensée néolibérale qui sous-tend ces initiatives s'est avec ces dernières donné un «*programme politique*¹⁰⁸» et les moyens de se rendre vraie. Ce programme, poursuit Bourdieu, vise à remettre en question «*toutes les structures collectives*», à se doter d'une «*armée de réserve de main-d'œuvre docilisée par la précarisation*», on pourrait ajouter à transformer le monde entier en armée de réserve, d'où le terme «sujet-masse» employé plus haut. Ce qui nous renvoie au caractère radical de l'exclusion du sujet et à l'ampleur de l'appétit du Capital, ainsi qu'à l'allure de plus en plus totalement «irraisonnable» de sa domination et de ses prétentions.

Finalement, cette détérioration de la capacité nationale et locale, collective, d'intervention et de régulation, la crise des rapports identitaires, du système de valeurs, et la montée de l'individualisme, qu'on confond trop facilement avec l'individuation, ont inspiré l'idée au cours de la dernière décennie, au moins, que la société globale était mourante, voire morte. Cependant, si ce que j'ai dit précédemment concernant l'atteinte de la limite espace-temps dans lequel s'insère l'action humaine et sociale est vrai, il faudrait convenir que cette vision de la société globale est une réduction de la société à la forme globale que les sociétés ont pu prendre jusqu'ici, ce qui masquerait l'émergence plein du sens de la notion de société globale. De fait, compte tenu de la forme que tend à prendre actuellement la domination du capitalisme, de la forme nécessaire de la solidarité pour y faire face et de la possibilité d'un véritable mondialisme, sommairement décrit ci-dessus, on peut postuler être en présence d'une forme sociale qui tendrait à rejoindre, à occuper totalement l'espace-temps où le donné anthropologique du sujet se pose, et cela n'a rien à voir avec le «village global», hypothèse qui nous ramène à l'importance du passage à la conscientivité comme forme sociohistorique d'action pour concrétiser un devenir qui fasse progresser l'humanité.

¹⁰⁸ P. Bourdieu, «L'essence du néolibéralisme», *Le Monde diplomatique*, mars 1998, p. 3 (<http://www.monde-diplomatique.fr/md/1998/03/>).

Tout ce qui précède soulève à la fois la question de l'identité et de la solidarité, comme celle du rapport aux valeurs, thèmes auxquels sont consacrées les deux dernières sections de cet article. Cependant, avant d'y arriver, il reste à aborder la question de la raison du Capital et de la durée de la transition.

L'«irraison» totalisante... du Capital, la durée de la transition

L'accumulation des possibilités d'une autre régulation est bien réelle, présente, la caractérisation de la phase fordienne-keynésienne et le repérage de formes discutées-programmées de régulation à l'intérieur de certaines composantes de la régulation en témoignent. Également témoignent, *raisonnablement*, de l'assemblage des conditions de possibilité du passage à une régulation pleinement intentionnelle, la régulation discutée-programmée: le niveau atteint par l'accumulation de la richesse collective (la masse constituée par le capital formé et le rythme d'accumulation, comme l'indique l'évolution de la capitalisation bancaire entre autres) et la capacité actuelle du système productif; l'étendue, la complexité et la diversité des institutions constitutives du système reproductif; le niveau atteint par la production et, surtout, sa forme et l'accumulation de la connaissance et de l'information, liée maintenant à la ramification des NTIC et à l'organisation en réseau de la communication dans le tissu social; la stabilisation du nouveau paradigme techno-économique et la mise en place d'un nouveau procès de productivité du travail; etc.

Mais, et de façon contradictoire, c'est le niveau atteint par le processus de socialisation (non pas ici dans le sens de l'éducation, mais comme emprise sociale) dans une multiplicité de domaines qui confirme la possibilité et la nécessité d'un passage à ce nouveau mode de régulation mettant à l'avant-scène la connaissance, l'information, la culture, la communication, le traitement de l'information, parce que c'est ce caractère socialisé et ces accumulations qui autorisent à penser à la possibilité d'un degré supérieur de liberté, tant individuelle que collective, et d'une action volontaire. Autrement dit, ce serait l'accumulation qui a objectivé, construit sociohistoriquement, la possibilité d'assurer socialement les moyens d'individuation et de liberté, un processus qui, comme Marx l'avait déjà signalé¹⁰⁹, ne progresse historiquement qu'à travers le procès de socialisation et non pas sur la base de la dotation naturelle des sujets.

¹⁰⁹ K. Marx, «Introduction à la critique de l'économie politique», dans K. Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, Éditions sociales, 1972, p. 149-150.

De fait, cette possibilité veut dire, d'une part, subvenir collectivement aux besoins inégaux¹¹⁰, issus de l'inégalité de la dotation naturelle des sujets individuels, conséquences des accidents et de l'infortune, etc., reconnaître la différence et l'inégalité de traitement, d'assistance par la collectivité, nécessaires pour assurer une certaine égalité au droit et à l'accès à une vie de qualité. Cela implique de s'être donné une définition du sujet qui oriente l'action sociale à contre-courant du déterminisme naturel, mais aussi une praxis de la solidarité qui aille également à contre-courant de ce dernier et qui construise un sujet collectif intentionnellement responsable. Ce processus n'est pas récent, il a habité, accompagné la modernité, contribué à sa réalisation, mais c'est ce même processus que le Capital ne reconnaît plus, auquel il ne veut plus souscrire par son refus de partager le surplus à cette fin, par ses exigences de rationalisation des finances des États, par le démantèlement des services publics, par la désinstitutionnalisation¹¹¹, particulièrement. D'autre part, cette possibilité d'utilisation individuelle de moyens mis à la disposition du sujet par la totalité sociale veut également dire une mise à disposition totalisante de ce qui est accumulé ou accumulable. Ce processus est, lui, beaucoup plus récent. Il apparaît avec la production-consommation de masse, le fordisme, s'affirme avec force avec la régulation fordienne-keynésienne faisant que l'inégalité d'accès devient moins conditionnée par l'inégalité de la dotation naturelle et sociale, par les histoires personnelles et familiales. C'est également ce même processus que le Capital ne reconnaît plus, auquel il ne veut plus souscrire par l'extension tous azimuts de la marchandisation, confinant la consommation, donc la qualité de la reproduction, au déterminisme de l'inégalité des capacités de payer, par le démantèlement des programmes d'assurance et de soutien¹¹².

¹¹⁰ Capacité et volonté, surtout, dont Michel Foucault a fait un critère du niveau civilisationnel (M. Foucault, *Histoire de la folie*, Paris, Union générale d'édition, coll. «10/18», 1964).

¹¹¹ Dans la langue de bois du *politically correct*, cela revient à s'appuyer dorénavant sur les «naturellement aidants», les familles, les parents, les jeunes, etc. C'est donc forcer un retour à l'unité biologique d'appartenance et d'établissement du lien social. C'est contraindre à rester sous la coupe du déterminisme naturel.

¹¹² Certaines initiatives de la part des États occidentaux pourraient laisser croire que nous interprétons de façon erronée le sens de l'actuelle réorganisation de l'État et du mode de régulation en parlant de démantèlement de tout providentialisme et de tout élément du keynésianisme qui construise une solidarité et un statut égalitaire du sujet. Ainsi, on pourrait penser que le nouveau régime d'assurance médicaments du Québec est un acquis pour les personnes qui, auparavant, ne possédaient pas de protection à cet égard. En réalité, ce que ce programme fait, c'est de forcer les plus démunis de la société à contribuer à la dépense, ce qui dans beaucoup de cas a voulu dire une sous-médication. Un régime d'assurance universelle organise une péréquation. Il y a inégalité de contribution pour rendre égal l'accès inégal, puisque le besoin est inégal. Or, dans le cas présent, les mieux nantis possédaient déjà leur régime de protection et la protection des

On voit comment le capitalisme est actuellement en passe de s'inscrire à rebours de l'histoire par son refus de reconnaître que les conditions de possibilité actuelles et ce qu'elles veulent dire pour l'orientation du devenir concernent le sujet. Au contraire, il proclame le retour au point mythique de son départ, et fondateur de l'économie néoclassique, le marché qui règle tout, et à l'appropriation privée, qui garantit le progrès. Le caractère radical de cette contradiction laisse augurer de jours difficiles.

En effet, l'actuelle transition pourrait bien être plus longue et, surtout, pourrait s'avérer beaucoup plus douloureuse qu'on serait tenté de le penser à force d'entendre les prophètes proclamant la nouvelle société, la nouvelle économie, les dogmes néolibéraux, etc. S'il y a possibilité de passer au mode de régulation discutée-programmée, rappelons que cette possibilité n'existe pas que pour le Capital, malgré son ambition d'en monopoliser complètement les retombées. Il semble bien que l'exacerbation du caractère intolérable, irraisonnable et humainement dégradant que prend actuellement le totalitarisme capitaliste engendre le refus du sujet à poursuivre dans cette direction. Cette critique, associée à une prise de conscience du type de progrès autorisé par l'assemblage des nouvelles conditions de possibilité, pourrait très bien surgir dans le champ politique, où la volonté du sujet à prendre la parole et à fonder un nouveau statut correspondant à ces possibilités pourrait s'exprimer, éventuellement de façon radicale.

L'histoire des phases longues l'enseigne, l'épuisement des possibilités sous l'accumulation dans la phase et les luttes d'appropriation pour le partage des fruits de celle-ci annoncent toujours l'atteinte du creux¹¹³ caractéristique d'une transition inter-phase, ainsi que l'instabilité et la turbulence qui le caractérisent *toujours*. Nous sommes donc encore une fois confrontés à la contradiction inhérente au rapport social capitaliste entre la logique du capital et la logique du sujet, contradiction qui ne se dissout ni ne se résout d'elle-même, par le seul écoulement du temps, naturellement.

Cette contradiction peut être transformée par le poids du facteur subjectif, par la volonté d'accélérer la transition inter-phase, de dépasser

plus démunis était assurée par le régime d'assistance sociale. En les cotisant, et surtout de la façon dont il l'a fait, l'État québécois a de fait organisé un péréquation en faveur des nantis, puisque l'économie réalisée à ce niveau est reportée sur la balance du budget et, ultérieurement, sur l'imposition des revenus. Le projet du premier ministre du Canada et de son ministre des Finances d'utiliser le surplus de la caisse d'assurance-emploi ou le surplus budgétaire fédéral pour abaisser les impôts des particuliers n'a pas d'autre objectif.

¹¹³ Voir la note 31 à ce propos.

le creux transitionnel, afin de réduire les coûts humains, sociaux et économiques. Un peu comme le fit le keynésianisme en tant que moyen de pallier les effets négatifs du cycle économique classique et de régulariser la croissance en intervenant intentionnellement pour «corriger» le marché, et, donc, en civilisant en quelque sorte le capital. L'actuel contexte de crise convie également à inventer un moyen permettant de passer à une nouvelle dialectique de la production-consommation, en évitant les effets dramatiques de la transition, du creux. On peut émettre l'hypothèse que l'application des principes du mode de régulation rendu possible, soit la discussion et la programmation, pourrait constituer un pas dans cette direction, parce que, tout en s'appuyant sur les possibilités objectivement accumulées évoquées dans ce texte, elle ferait appel à l'information, à la connaissance, à la raison et à la conscience de finalités supérieures, à une conscience claire de la possibilité d'une nouvelle praxis. C'est la raison pour laquelle j'ai formulé plus haut l'hypothèse selon laquelle la concrétisation de ce nouveau mode de régulation pourrait bien être une condition de passage à une autre ère, celle de la conscientivité. Ce faisant, l'humanité ne ferait que suivre la tendance sociohistorique vers une régulation de plus en plus intentionnelle.

Pour le moment, le contexte est plutôt marqué par l'exclusion de la parole de la force sociale de travail, du sujet, par une conduite intransigeante, totalitaire et de plus en plus complètement irraisonnable du Capital, par son appétit sans borne qui le pousse à envahir tous les domaines, par l'exigence de monopoliser l'appropriation¹¹⁴. Aussi n'hésite-t-il plus aujourd'hui à revendiquer un droit de mainmise sur des choses qui jusqu'à maintenant avaient été considérées comme indissociables du sujet dans sa dimension collective, des objets dont l'existence et l'usage relèvent de conditions d'emblée macrosociologiques, comme la culture, l'eau, l'assurance (dans le sens général du terme¹¹⁵).

Il y a donc lieu d'être plutôt pessimiste quant au rendez-vous que les sociétés industrielles avancées et le monde ont avec l'histoire, car l'intransigeance capitaliste exacerbe tout un ensemble de phénomènes qui menacent la cohésion sociale. En guise d'exemple, mentionnons: la

¹¹⁴ Ce qui veut dire non seulement d'avoir la propriété comme telle de choses, mais encore de se réserver le droit de propriété, de revendiquer l'exclusion des autres formes de propriété.

¹¹⁵ C'est-à-dire, certes, l'assurance de biens, mais aussi l'assurance comme moyen d'accès à des services, par exemple les soins, les médicaments, etc. Ce n'est donc plus seulement les choses matérielles qui sont dans le collimateur de la mise en valeur capitalistique et de l'appropriation privée de la plus-value, c'est toute l'interaction sociale.

montée vertigineuse de la détresse mentale, de la solitude; la croissance de nouvelles formes de criminalité comme les meurtres commis par des enfants qui s'en prennent à d'autres enfants ou à des adultes, conduite qui semble devenir une véritable mode aux États-Unis, et la multiplication des meurtres commis sans motif, pour le simple plaisir¹¹⁶; la normalisation de la violence et de l'insécurité dans les centres-villes des grands centres urbains nord-américains à partir de la brunoite, etc. Mais cette irraison marquée au sceau de l'individualisme, qui amène plusieurs à confondre l'individualisme anémique avec le procès d'individuation et de conscientisation du sujet personnel, a une figure collectiviste. En effet, la montée de l'intégrisme, surtout religieux, ne peut se comprendre que comme une réaction aussi totalisante que l'intransigeance capitaliste dans les rapports internationaux et l'absence de démocratie véritable sur ce plan.

Il y a de plus lieu d'être pessimiste du fait que l'actuel creux transitionnel s'inscrit aussi, malheureusement, dans une tendance sociohistorique à l'amplification, horizontalement et verticalement, de la crise. Or, compte tenu que, d'une part, l'exacerbation de la contradiction entre la logique du Capital et celle du sujet risque fort, à terme, de conduire au sentiment *massif* que la situation est devenue intolérable et, partant, à la recherche d'une innovation sociopolitique qui revêt dès lors l'habit de la révolution sociale, et compte tenu que, d'autre part, la figure du sujet individuel se soit aussi faite sujet-masse, sujet total dans sa forme phénoménale de l'armée de réserve qu'est devenu le monde entier, il apparaît que le sujet dans sa figure collective a tendance à se faire totalisant, à inclure tout ce que le Capital a tendance à exclure, c'est-à-dire tout sauf lui-même, puisque la prétention du Capital est de devenir autonome dans le monde entier et de dominer totalement la parole¹¹⁷. Une telle radicalisation pourrait avoir des conséquences d'autant plus importantes, difficiles et longues à vivre qu'il s'agit d'une transition qui implique beaucoup plus qu'un changement de phase longue d'expansion du capitalisme. Elle implique aussi, comme on l'a constaté plus haut, un changement de la base du développement socioéconomique, de méga-phase, en plus d'une transition de forme sociohistorique des rapports sociaux, comme l'avance mon hypothèse de travail¹¹⁸.

¹¹⁶ Voir sur ce sujet A. Char, «Les nouveaux prédateurs», *Le Devoir*, 15 janvier 1996, p. A1.

¹¹⁷ Voir à ce propos H. Bartoli, *L'économie, service de la vie. Crise du capitalisme. Une politique de civilisation*, Paris, Presses universitaires de Grenoble, 1996, p. 119 et 131-133.

¹¹⁸ Il est très important de se souvenir que la première phase longue d'expansion se termine avec le creux de 1847-1848 et le bain de sang que fut la répression de la révolte des ouvriers parisiens; que la deuxième phase d'expansion prend fin avec le creux de

Ainsi, de l'activité sociohistorique d'objectivation du sujet résulterait la construction de la possibilité pour lui de se faire face en tant que sujet pleinement responsable de son avenir, ce qui signifie déterminer ce qu'il veut être, ce qui pose le problème de l'identité dans l'ensemble de ses dimensions¹¹⁹ et le problème des rationnels fondant la volonté d'être, du système des valeurs et des valeurs elles-mêmes comme noyau de la culture et des opérations de production du sens¹²⁰.

Il nous reste donc à examiner l'incidence de ces deux ordres de questions sur la possibilité et la nécessité d'un passage à une autre approche socio-philosophico-épistémologique, la conscientivité.

4 L'identité et la forme de la solidarité

La question des rapports identitaires est devenue une problématique d'autant plus centrale dans les sociétés contemporaines que celles-ci se diversifient et se complexifient. À l'extension de la division du travail et à l'élargissement des cadres institutionnels s'ajoutent le cosmopolitisme des grands centres urbains et le rassemblement de communautés ethniques, nationales, linguistiques, raciales, etc. dans les nouvelles grandes aires d'échanges socioéconomiques évoquées plus haut. La question identitaire recouvre aujourd'hui de nombreuses dimensions de la vie humaine et sociale. Elle concerne l'appartenance sexuelle, raciale,

1895-1896 et la Grande Dépression, la montée des guerres coloniales et du mouvement ouvrier révolutionnaire, surtout en Russie (avec le léninisme) et en Allemagne (avec le spartakisme [de Rosa Luxemburg]), la Première Guerre et la révolution bolchevik; et que la troisième s'achève dans le creux de 1936-1940 marqué par la montée du fascisme en Italie, en Espagne et en Allemagne, la montée du communisme international et l'holocauste de la Seconde Guerre mondiale, l'arrivée de Mao au pouvoir en Chine et la guerre de Corée. Ainsi, de fois en fois, de creux en creux, la turbulence s'est élargie, le maelström de la réaction-révolution a entraîné dans la tourmente de plus en plus d'individus, de collectivités, de territoires, de ressources. Sociohistoriquement, le coût social, culturel, économique, humain n'a fait que s'alourdir. De résurgence en résurgence, le maelström réaction-révolution a eu tendance à couvrir de plus en plus d'espace. Aujourd'hui, il vise tout le système écologique qu'habite l'humain. C'est la raison pour laquelle je n'ai pas craint de parler de mise en opposition des deux camps, au risque d'être vu comme manichéen, mais pour bien traduire le sens profond de l'enjeu actuel et les conditions qui définissent l'émergence du sujet historique à ce moment du mouvement sociohistorique, sujet historique conçu ici comme l'acteur collectif et non pas au sens que lui donne Alain Touraine, c'est-à-dire un rapport, une interprétation, une signification, un mode de définition et d'organisation (A. Touraine, *Sociologie de l'action*, ouvr. cité, p. 38, 39 et suiv.).

¹¹⁹ La prolifération de la littérature sur les questions identitaires ne serait donc pas surprenante au regard de l'enjeu dont elle est partie intégrante.

¹²⁰ Il n'est pas plus étonnant, et pour les mêmes raisons, de constater la vigueur du retour de la littérature et du questionnement sur l'éthique.

linguistique, ethnique, à une classe d'âge (jeunes, vieux...), à une profession, à une classe sociale, à une nation, à une région, à un continent et de plus en plus à la terre. Dans chaque cas, l'appartenance soulève le problème du lien entre un ou des individus et une ou des collectivités et du rapport que ces différentes collectivités entretiennent entre elles. Chaque fois, les préoccupations sont «Qui suis-je?», «Qui sommes-nous?» et «Qui sont les autres?» La question identitaire renvoie donc à la dynamique de l'inclusion et de l'exclusion ou, dit autrement, à la constitution des sujets individuels-personnels en sujets collectifs.

L'identité et le sentiment d'appartenance sont des réalités qui sont devenues d'autant plus complexes qu'elles sont travaillées par un ensemble de facteurs dont le nombre et l'incidence tendent à s'accroître avec la complexification des sociétés. Je n'ai pas l'intention ici de m'étendre plus avant sur cet aspect de la problématique de l'identité. Cependant, quelques remarques doivent être faites pour situer la problématique de l'identité dans celle de la transition, objet de la présente analyse.

Premièrement, l'identité, à quelque niveau que ce soit, est marquée par l'idéologie. L'idéologie, faut-il le rappeler, est une forme de discours social constitué d'un système d'idées, de représentations, qui cherche à expliquer, interpréter, justifier et légitimer la situation et les actions sociales de l'acteur collectif qui le formule. Cela veut dire que l'idéologie reflète non seulement ce que sont les membres de cette collectivité, mais aussi ce qu'ils veulent être, donc le sens qu'ils veulent donner à leur existence et à leur devenir, à leur histoire collective. Cette présence de l'idéologie indique que le sujet, du moins dans sa figure collective, joue un rôle actif dans la construction de l'identité, collective du moins. On pourrait ajouter que cette dimension des rapports identitaires est d'autant plus présente que les possibilités d'historicité sont présentes. Il n'y a pas, ou en tout cas il y en a de moins en moins, d'identité transhistorique; la transformation de l'identité des Québécois au cours des trois cents dernières années le montre clairement, étant passés de colons français, à Canadiens, puis à Canadiens français, à Québécois, identité dans laquelle l'ethnicité jouait un rôle majeur et, finalement, depuis une quinzaine d'années, à une nouvelle identité de Québécois dans laquelle la base identitaire devient de plus en plus la société civile¹²¹.

Deuxièmement, l'identité des sujets personnels porte aujourd'hui l'empreinte des médias de masse et des grands réseaux de communication. En effet, ces derniers, par l'intensité, la diversité et le poids de

¹²¹ J.-G. Lacroix, «La culture, les communications et l'identité dans la question du Québec», *Cahiers de recherche sociologique*, no 25, automne 1995, p. 249-259.

leur présence au cœur des pratiques culturelles, donnent à voir de façon régulière et récurrente aux sujets un flot de représentations de la réalité, celle qu'ils construisent et diffusent du moins, que vivent les différentes collectivités, voire communautés (sexe, profession, quartier, ville, région, nation, continent, ethnie, race, etc.), auxquelles ils appartiennent autant que celles auxquelles ils n'appartiennent pas ou auxquelles ils voudraient appartenir. La pratique médiatique dans l'espace public contemporain a donc une fonction de renforcement de l'identité, mais joue aussi un rôle d'interpellation, par l'information, la séduction, etc., qui peut amener et qui de plus en plus amène des individus à prétendre faire partie d'une réalité, d'une collectivité à laquelle leur appartenance d'origine n'introduit pas nécessairement¹²². Là aussi, il est clair que l'identité se fait plus variée, plus flexible, moins déterminée.

Troisièmement, d'autres pratiques dans les sociétés contemporaines façonnent également l'identité — le déplacement des individus, quelle que soit la raison (activités professionnelles, émigration, immigration, études, etc.), le tourisme, l'apprentissage de langues autres que la langue maternelle, etc. — et font que le sujet individuel peut être interpellé par des réalités différentes de son appartenance donnée au départ par sa naissance et sa première socialisation. Encore là, l'identité acquiert un caractère flexible, qui ne devrait que s'affirmer davantage avec l'internationalisation et le cosmopolitisme croissant des sociétés.

Finalement, l'identité est également fortement marquée par l'engagement personnel. Le surgissement des mouvements sociaux a en effet donné naissance à une diversité de projets, d'engagements, qui conduisent à un sentiment d'appartenance souvent très fort qui remet en cause des identités premières et données au départ ou reçues plus tard à travers la socialisation.

Ainsi, d'un ensemble de processus, de facteurs, de forces, d'initiatives, de possibilités, qui relèvent de la diversification et de la complexification des sociétés contemporaines, comme l'intensification de l'interpellation, de l'individuation décrite plus haut, de l'habitude de choisir et d'exercer sa volonté, de manifester ses goûts et préférences, etc., résulte une dynamique qui s'est précisée et renforcée sous le fordisme-keynésianisme. Elle fait entre autres que l'identité donnée, reçue, impérative et incontournable, comme dans les sociétés globales archaïques dites primitives, par exemple, est de moins en moins prégnante. Au contraire, l'identité tend à être libérée des données de départ. Dans cette nouvelle dynamique identitaire, le sujet joue un rôle de plus en plus important, il devient auteur, à des degrés divers, de

¹²² Voir sur cet aspect J.-G. Lacroix, *Septième art et discrimination: le cas des réalisatrices*, Montréal, VLB éditeur, 1992.

l'identité, par la manifestation de sa volonté et de la conscience, ce que la figure 2 essaie de représenter et de situer dans le mouvement sociohistorique.

L'autre constat qui s'avère structurant face à cette dynamique est le fait que l'identité devient multiple. C'est la multiplicité identitaire qui caractérise aujourd'hui le rapport identitaire, ce qui ne veut pas dire pour autant le multiculturalisme comme les piliers du fédéralisme canadien le soutiennent. L'identité et le sentiment d'appartenance sont donc des réalités qui se font moins homogènes et unifiées et plus multiples, voire fractionnées, contradictoires, ambiguës, comme dans le cas des Québécois francophones, par exemple.

Ainsi, plus la vie socio-économico-culturelle se complexifie, plus les individus connaissent des vécus diversifiés par lesquels ils sont en situation d'identification, d'appartenance, de solidarité avec des ensembles d'individus. Toutefois, les composantes de cette identité multiple ne sont pas en situation d'égalité «horizontale». Elles tendent à être hiérarchisées en fonction des valeurs que chérit le sujet. La dynamique d'inclusion et d'exclusion à laquelle renvoient toujours les rapports identitaires en est fortement modifiée, parce que, dans un tel contexte, il est possible de privilégier une identité sans nécessairement devoir rejeter les autres. Toutefois, cette possibilité est conditionnée par le partage d'une ou plusieurs valeurs qui transcendent les identités sans les annihiler, et encore là, on est renvoyé à l'exercice de la conscience, ce qui veut du coup dire aussi que la solidarité en devient également dépendante.

Au chapitre de la solidarité, on se retrouverait donc aussi placé devant le même passage que dans le cas de l'identité. Dans un premier temps, le donné naturel, physiologique, et celui, institutionnel, qui a été édifié immédiatement sur cette base, lien dont la première anthropologie fonctionnaliste a fait son objet¹²³, perdent leur force impérative et incontournable qui laisse peu de place aux consciences individuelles, une caractéristique fondamentale des sociétés prémodernes, ce que Durkheim avait qualifié de solidarité mécanique basée sur la similitude¹²⁴. Le lien de solidarité, d'appartenance à la collectivité, va dans un deuxième temps, avec la modernité, avec le développement de la société industrialo-capitaliste, se faire organique, si on suit toujours Durkheim¹²⁵, compte tenu de l'extension de la division du travail et de la nécessité de la coopération entre les spécialisations qui s'ensuivent.

¹²³ Voir à cet effet B. Malinowski, *Une théorie scientifique de la culture*, Paris, Maspero, 1968.

¹²⁴ É. Durkheim, *De la division du travail*, 7e éd., Paris, PUF, 1960, chap. II, p. 35-78.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 79-118.

Cependant, les consciences individuelles acquièrent une marge de manœuvre qui ira croissante avec les progrès de la division du travail, la diversification des champs d'activité. Toutefois, l'image de lien organique, chez Durkheim, et contractuel, chez Tönnies¹²⁶, traduit bien le caractère obligé de l'appartenance au groupe, parce que le méta-récit de la modernité est justement un récit, une espérance et une confiance d'arriver à faire l'historicité. On n'en est pas encore à mettre à la disposition des sujets une gamme élargie de moyens d'individuation, ni au niveau où la capacité de faire rejoint le désir de faire. Ce point sera atteint avec l'enclenchement de la phase fordienne-keynésienne (voir les points 4 et 2 (*d*) de la figure 2) où l'on assiste à la transformation du rapport vécu-conçu en rapport conçu-vécu. Il faudra toute la phase pour faire émerger les conditions de possibilité d'un passage à une autre forme de solidarité (voir le point 9 de la figure 2), à une forme qui correspond à la nouvelle forme de l'identité (voir le point 10 de la figure 2), c'est-à-dire à une solidarité marquée au sceau de la conscientivité.

Ce troisième moment de la solidarité est profondément marqué par l'engagement et la responsabilité. Évidemment, je ne fais pas référence ici à la responsabilisation et à l'imputabilité que met de l'avant l'idéologie néolibérale, qui ne sont que des éléments de contrainte et de culpabilisation, de régulation. Je fais plutôt référence à un engagement envers des enjeux qui concernent toute la planète, l'espèce humaine, le sujet dans sa profondeur ontologique, donc simultanément sous sa double figure, personnelle et collective. Il s'agit donc d'une solidarité qui met en œuvre la conscience claire dont il a été question plus haut, une conscience qui va au-delà de la réalité immédiate et des conditions de possibilité proches, probables, pour poser l'élargissement des possibles, pour orienter. C'est au premier chef une conscience et un mode de solidarité qui construisent le sujet dans sa globalité, il s'agit donc d'une solidarité qui va au-delà des différences concrètes, qui oriente vers le dépassement de celles-ci, tant sur le plan biologique (sexe, race...) que sur le plan des données sociohistoriques héritées de la modernité.

5 Le rapport aux valeurs

L'avènement de la possibilité de cette forme supérieure de solidarité fait surgir de façon aiguë l'enjeu que constitue le système des valeurs. Là aussi, on serait placé devant la possibilité et, si tout ce que j'ai dit du caractère irraisonnable que revêt la domination du Capital et des conséquences que cela entraîne tient, la nécessité de passer d'un système de valeurs façonné par le donné de la nature, par l'identité héritée des

¹²⁶ F. Tönnies, *Communauté et société*, Paris, Retz, 1977.

institutions élaborée sur cette base, par la mémoire de ce que la collectivité à laquelle on appartient a été originellement, à un système de valeurs élaboré en vertu d'une identité à faire, d'une imagination et d'une volonté de faire l'historicité, la nécessité d'assurer et d'organiser consciemment, intelligemment, et non plus instinctivement, le devenir. Cela ne veut pas pour autant dire oublier le premier univers de valeurs et penser que les bases qui le soutenaient sont disparues ou inopérantes, mais les replacer dans un nouvel ensemble où elles ne jouent plus le rôle de noyau organisateur.

La question de la transformation du système des valeurs relève en tout premier lieu de la problématique de l'appartenance, de l'identité, de la solidarité et de l'égalité des individus, parce que cette problématique joue un rôle-clé dans la constitution du sujet. Et cette question se pose chaque fois que l'identité-solidarité est confrontée à la détermination du donné, particulièrement quand il s'agit d'un donné physiologique renforcé par l'organisation sociale, la conservation dans la mémoire des représentations formées originellement à partir de ce donné et des différences qu'il implique objectivement et qui s'enracinent dans l'histoire, la culture, les mœurs et les institutions. Pour illustrer ce propos, mentionnons la problématique identité-solidarité dans les rapports entre les femmes et les hommes, dans les rapports interraciaux (entre les Blancs et les Noirs, entre autres), dans les rapports entre les groupes linguistiques.

Quant à la problématique de l'égalité, elle tient à la façon de voir, d'appréhender et d'interpréter la différence. Et cette façon de voir Autrui dépend toujours de la valeur (du sens) dont est porteuse la différence. De ce point de vue, pour que des différences soient perçues comme égales, il faut un renversement de la représentation construite sur la base objective du donné, il faut y substituer une autre représentation construite en vertu des conditions de possibilité accumulées et de l'engagement volontaire et conscient envers un devenir meilleur et progressif.

Cependant, la chose est d'autant moins évidente à faire et d'autant plus difficile à réaliser que la différence a des composantes non réductibles qui la réaffirment constamment et l'imposent à la perception première des sens, la rendent évidente; autrement dit, la différence comporte des caractéristiques qui empêchent que des individus différents soient d'emblée perçus comme équivalents, semblables, égaux, apparentés. Ces composantes alimentent inépuisablement la reproduction de l'image de la différence comme «nécessairement» différente au-delà des éléments de ressemblance hérités génétiquement ou socialement ou acquis à travers la socialisation (être un ou une humanoïde, habiter la même planète, vivre dans la même société, aller à

la même école, avoir obtenu le même diplôme, pratiquer le même métier, etc.). Elles servent donc de soutien, de prétextes «légitimateurs», dits objectifs, à la production et à la reproduction des blocages discriminatoires et, par conséquent, à la non-solidarité inter-différence. Elles constituent ainsi un obstacle «naturel-socialisé» à la constitution du sujet historique dans l'actuelle transition, obstacle qu'on voit aujourd'hui à l'œuvre un peu partout dans le monde et qui est loin de s'amoinrir, parce qu'exploité dans la géo-politique des rapports internationaux, comme si une partie de l'humanité succombait irrésistiblement à la tentation de la primitivité, du barbarisme, dans une sorte de danse et de baiser de la mort.

Une nouvelle représentation de la valeur réciproque des différences

Si la différence est perçue en premier lieu à partir de ses composantes naturelles irréductibles, le sujet qui en est porteur et le sens de son existence y sont réduits. Les composantes irréductibles de la différence deviennent alors inexorables, inoubliables, parce qu'elles sont bien réelles et que c'est «cette» réalité-là principalement, quand ce n'est pas uniquement elle, qui donne sens. Même bien intentionné, plus ou moins consciemment on se dit que ces barrières naturelles sont infranchissables. En résulte un confinement dans le donné biologique non seulement pour la différence discriminée (la femme, le Noir, le Français [au Canada]), mais aussi pour celle qui discrimine (l'homme, le Blanc, l'anglais [l'anglophonie impérialiste]). Et la marche progressive de l'humanité est bloquée.

Si, au contraire, la différence est considérée à partir des capacités et des possibilités produites et transmises dans le double mouvement d'ouverture de l'éventail des possibles, des pratiques et du droit universel d'accès à ces possibles, la représentation des sujets est déterminée par le statut de sujet, par l'appartenance à ce possible. Dans ce cas, les composantes irréductibles de la différence sont neutralisées, évacuées, comme base de différenciation sociale. La différence devient alors non seulement potentiellement «semblable», malgré les différences irréductibles empiriquement évidentes, mais peut aussi être valorisée comme contribution au patrimoine mondial et partie intégrante du sujet.

Le renversement de la représentation nécessaire pour qu'aient lieu la transformation des rapports de discrimination et le passage à une solidarité consciente renvoie au problème des changements culturels et de valeurs. Cela aussi fait partie de la transition et constitue un autre indice de son ampleur et de la durée qu'elle pourrait avoir.

La question du changement du système des valeurs et de la transformation des conditions d'appartenance, de solidarité et d'égalité

des individus concerne aussi plusieurs dimensions fondamentales de l'existence du sujet¹²⁷ : la santé, l'éducation, la possibilité d'expression de l'individualité, l'intégrité de la personne, l'accès à un travail gratifiant et le partage du travail, la citoyenneté, qui suppose de pouvoir avoir conscience d'appartenir légitimement à la société et de partager légitimement le bien commun¹²⁸ et de pouvoir participer à l'enrichissement par un travail significatif et valorisant, l'autonomie, l'épanouissement et l'accomplissement des individus associés à un sentiment d'appartenir légitimement à la société comme individu valorisé. Le changement implique aussi de disposer de temps, de développer la connaissance, la culture, la symbolisation et l'intelligence, de favoriser l'universalisation dans le respect mutuel, d'avoir droit à la sécurité, d'être assuré d'avoir accès aux moyens pour pallier l'infortune, d'avoir des conditions d'existence valorisante.

Dans beaucoup de ces domaines, il est clair que d'importants progrès ont été réalisés au cours de la modernité, grâce surtout aux luttes des sujets qui ont forcé le Capital à se civiliser. Ces succès restent cependant incomplets et fragilisés par de nombreux combats d'arrière-garde, par la nette volonté du Capital de revenir en arrière en ce qui a trait à l'accès à l'égalité et à la participation du sujet. Mais ces réactions (au sens politique) n'empêchent pas l'incessante quête du sujet de se poursuivre, même qu'au contraire elle s'élargit, ce qui permet d'être optimiste. En effet, il y a une raison objective à cette poursuite. Dans le rapport dialectique et antagonique entre les logiques du Capital et du sujet, ce dernier s'entête à voir du possible là où lui-même est exclu, à en faire un souhaitable qu'il valorise et qui consolide sa conscience et l'amène à se manifester dans le champ politique pour discuter de l'attribution des ressources. Or, de son côté, le Capital ne peut cesser de produire du possible, parce qu'il lui faut constamment progresser, se «révolutionner». Il fournit ainsi au sujet un éventail grandissant de choses à désirer. C'est que l'évolution des conditions de possibilité sur laquelle influent l'accumulation de la richesse, la capacité d'action et la volonté d'action, l'historicité, implique une interaction entre l'objectivation et la subjectivation dans laquelle il y a construction non seulement de la réalité et de choses matérielles, mais aussi de représentations qui ne sont jamais le calque de la réalité. C'est dans cet espace que sont créées les valeurs, que s'élabore la normativité, qu'émerge l'idée de transformation des conditions d'existence et que se fait la prise de conscience de la nécessité du progrès.

Actuellement, la poursuite du progrès en ce sens et l'émergence de valeurs congruentes aux conditions de possibilité butent toutefois sur

¹²⁷ Voir à ce propos H. Bartoli, *ouvr. cité*.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 407-408.

l'hégémonie de la finance et de l'argent, en tant que forme abstraite de la valeur économique, hégémonie qui induit, sur le plan du rapport entre les valeurs elles-mêmes, de la dissonance, et de l'anomie, sur le plan de l'adhésion des individus aux valeurs liées aux usages et à l'intégrité du sujet.

En effet, ce que j'ai dit dans les deuxième et troisième sections au sujet de l'hégémonie du capital financier, de la tendance du Capital à se contracter dans sa forme abstraite, l'argent, a des implications dramatiques pour le système des valeurs et l'activité de valorisation du sujet. Dans cette hégémonie, l'argent devient une valeur, mais ce n'est pas qu'une valeur du Capital, celle qu'il valorise en premier lieu, *c'est toute la valeur*, c'est toute la valorisation que cette valeur monopolise, qu'elle subsume. Dès lors, en tant qu'équivalent général, l'argent ne permet pas seulement d'accéder à tout, mais symbolise tout, remplace tout, y compris les autres valeurs. L'argent a maintenant un effet dissolvant sur les autres valeurs, il s'y est substitué¹²⁹. Selon Henri Bartoli:

Le capitalisme financier est porteur d'une civilisation de l'argent où la production, le travail, l'œuvre, sont les instruments du marché, de la propriété, de la fruition. La gouverne de son fonctionnement et de son évolution, le comportement de ses agents, sont sous l'emprise du monétaire et du financier. Sa pente est de considérer comme négociables les valeurs que la morale et la conscience considèrent comme ne l'étant pas, et de n'examiner les décisions et les pratiques qu'à la lumière d'un calcul qui, certes, vaut pour les activités instrumentales, mais ignore que, chargées de signes et de symboles, elles sont au service de fins qui débordent le technique, l'économique, et le politique¹³⁰.

Dans sa prétention à l'autonomie totale, le Capital s'est transformé en veau d'argent et tend à surdéterminer la conscience sociale des sujets personnels¹³¹. Toutefois, le vœu de soumission à ce veau d'argent épuise aussi totalement la prégnance du méta-récit de la modernité que ne le fait le procès de création et d'accumulation de nouvelles conditions de possibilité, mais conteste en même temps la prégnance de toute éthique, sauf celle de la conservation-valorisation de l'argent, menaçant ainsi radicalement le sujet non seulement dans sa double figure, mais aussi dans sa dimension ontologique d'espèce. C'est en ce sens que la conscientivité devient une nécessité, parce que sous ce type de domination le devenir perd tout sens, sauf celui de conserver et de

¹²⁹ *Ibid.*, p. 124.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 144.

¹³¹ À ne pas confondre avec la conscience claire, dont j'ai parlé plus haut. La conscience sociale est celle qui règne dans une société et qui permet une régulation sociale dans une paix relative.

faire engraisser le veau. De ce point de vue, la prétention à l'autonomie totale du Capital est aussi une ambition de s'abstraire de l'histoire en se faisant éternel.

Dans un tel contexte, le rôle de la sociologie, comme science, discours de rationalisation sur la production et la reproduction de la totalité sociétale, est de contribuer au mouvement visant à contraindre le Capital à réintégrer son rôle d'instrument, à abandonner sa prétention irraisonnable d'être toute la raison, à favoriser un retour à une économie politique où la société civile et le sujet seraient en position d'orienter la totalité sociale, en position de faire l'historicité, plutôt que ce soit le Capital. C'est dans cette perspective que la sociologie est aujourd'hui liée au surgissement et au développement de la conscientivité autant qu'elle l'avait été par rapport à la modernité.

Conclusion

Mon objectif était de saisir, en m'appuyant sur l'interaction d'un certain nombre de tendances sociohistoriques, les possibilités et les nécessités du dépassement de la modernité et du capitalisme, de leur remplacement par une autre forme sociohistorique de rapports sociaux, la conscientivité. L'analyse — trop longue pour le cadre d'expression qu'est un article, mais beaucoup trop sommaire au regard de l'objet à traiter — a tenté de saisir la dynamique des forces actives et des tendances en voie de maturation qui façonnent l'enjeu de l'actuelle transition et qui conditionnent la forme et le contenu de la rupture en cours dans le passage au troisième millénaire.

Ma thèse est que la possibilité de cette conscientivité a été construite au sein même de la modernité, mais que sa concrétisation est rendue problématique par la possibilité d'une reproduction élargie du capitalisme, par le caractère totalement irraisonnable qu'il revêt dans son actuelle tentative d'élargissement. La conscientivité se présente comme un mode d'action supérieur, sur le plan du mouvement socio-historique, à celui de la modernité. Elle se caractérise par l'ampleur totalisante des responsabilités plus fondamentales que jamais qui aujourd'hui échoient au sujet. Par ailleurs, le dépassement des limites naturelles à sa volonté de savoir, de faire, d'inventer, lui ouvre tout le champ de l'espace et de l'existence, la capacité de subjectivation du sujet se fait totalisante également. Mais ces nouvelles conditions de possibilité rendent la prise de conscience nécessaire, tant en ce qui regarde la décision de faire qu'en ce qui regarde la responsabilité de faire ou de ne pas le faire. Dans ce contexte, la conscientivité se pose comme une condition systémique et nécessaire de l'action.

La conscientivité ne peut donc, par analogie, être associée au méta-récit de la modernité. Ce n'est pas une conviction, une confiance d'arriver à faire, à découvrir, mais dans laquelle subsiste un doute, parce que les limites naturelles et le donné naturel s'imposent toujours ou qu'on croit qu'ils le font. Ce doute qui persiste, c'est l'espace de la non-responsabilité, c'est le lieu fondateur du «Je ne savais pas», du «Je n'avais pas prévu», du «Je ne peux pas», du manque de volonté pour prendre sa vraie place, celle que Kant avait imaginée en replaçant le sujet au centre de l'action. Ce doute, c'est le refus d'évacuer la prétention de la causalité externe, c'est la réaffirmation de l'«intransgressible» détermination du donné, de la nature, et qui constitue, dans la littérature, une nette tendance, en dernière instance, à la «naturation», comme on peut le constater, par exemple, chez Castoriadis, quand il trouve le fondement ultime de la créativité dans la psyché¹³², et chez Lévi-Strauss, quand il dit que la structure mentale, cognitive, explique le culturel¹³³.

La conscientivité s'édifie sur la base du renversement du rapport entre le vécu et le conçu, où domine dorénavant le conçu; elle marque donc le passage de l'esprit de découverte à celui d'invention, de création. Elle émerge avec l'atteinte des limites de la capacité d'agir du sujet sur le système espace-temps, tant sur le plan de la technique que sur celui de l'investissement socioéconomique nécessaire pour le faire. Elle progresse par la volonté et la capacité de circonscrire l'incertitude, l'infortune et l'inconnu, par la provision et la programmation. Elle s'élabore à travers la remontée de l'action du sujet en amont de l'action directe, ce que j'ai souligné en caractérisant la programmation et qui focalise l'activité sur la portion réflexive de l'action humaine. Elle exerce une emprise sur la réalité à construire par la présentification totalisante de la mémoire et l'assurance d'avoir l'expertise et la capacité de faire. Elle s'affirme dans le dépassement des caractères de différenciation naturelle du sujet. Bref, ce qui caractérise la conscientivité, c'est la rupture avec les limites du donné naturel originel, alliée à la pleine et entière responsabilité du sujet de se donner le temps d'opérer *sa* transcendance.

Ce passage à une réflexivité généralisée concerne au premier chef la sociologie, comme science de la totalité sociale, expression qui, aujourd'hui, prend toute sa dimension humaine, comme je l'ai souligné plus haut en précisant que c'est maintenant que la notion de société globale acquiert sa véritable signification. Son rôle dans cette transition, qui n'est pas que millénariste, contrairement à ce que laisse entendre le titre de cet article, est de contribuer à une interprétation des conditions de possibilité par le sujet comme possibilité de son auto-réalisation.

¹³² C. Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.

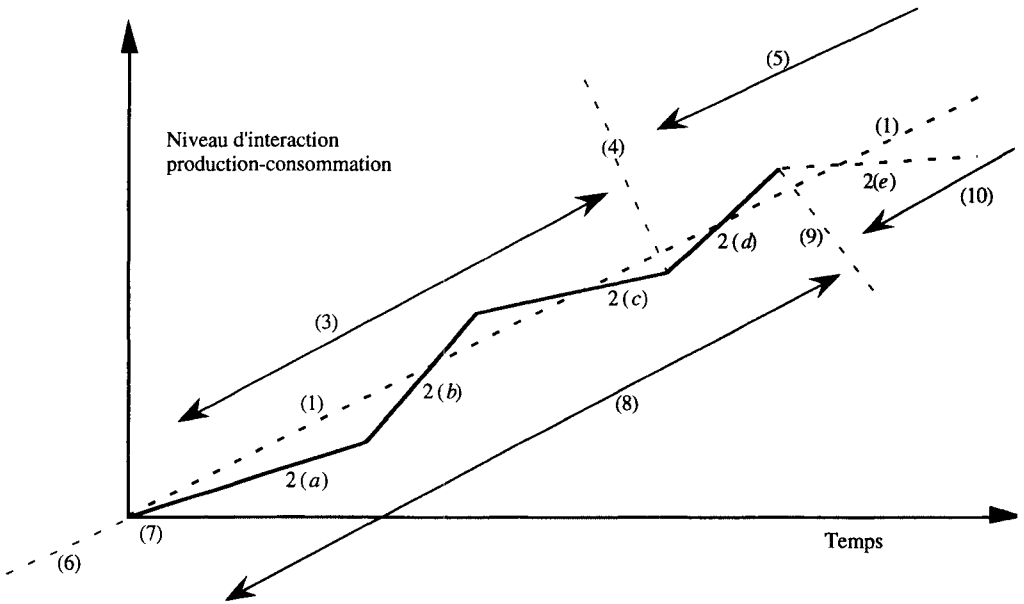
¹³³ C. Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1958.

Fondamentalement, le discours de la sociologie ne peut qu'être un «instrument» de production de la conscience claire, réflexive, et, ainsi, favoriser la constitution du sujet historique dans l'actuelle transition et, par la suite, dans l'historicisation sociétale dans le mouvement sociohistorique.

Jean-Guy LACROIX
Département de sociologie
Codirecteur du GRICIS
Université du Québec à Montréal

Figure 2

Continuité et discontinuité du mouvement sociohistorique:
passage du donné au conçu-voulu et
de la solidarité organique (modernité) à la solidarité consciente



- (1) La tendance séculaire (*trend*).
- (2) Les phases longues d'expansion du capitalisme: 2(a) 1770-1775 à 1847; 2(b) 1847-1895-1896; 2(c) 1897 à 1936-1940; 2(d) 1941 à 1975-1976, le fordisme-keynésisme; 2(e) depuis 1985-1990, la société de la programmation-discussion.
- (3) Domination du donné.
- (4) Point de passage du rapport vécu-conçu au rapport conçu-vécu.
- (5) Domination du conçu-voulu.
- (6) Domination de la solidarité mécanique.
- (7) Point de passage à la solidarité organique.
- (8) Domination de la solidarité organique et de l'idée de modernité.
- (9) Point de passage de la forme organique de solidarité à la forme consciente.
- (10) Un éventuel mode d'identification et de la solidarisation fondé sur la conscience volonté et la mise à disposition socialisée des moyens d'individuation.

Résumé

L'objectif de cet article est de tracer un portrait du contexte social de l'actuelle transition et de ce qui est en voie d'émergence et qui lance un défi tant à la sociologie présente qu'à celle des prochaines décennies. Le but est de montrer qu'il y a un changement qualitatif, un passage de la modernité à non pas la postmodernité, mais à une autre forme sociohistorique de rapports sociaux, la «conscientivité». Pour ce faire, l'auteur analyse quatre tendances sociohistoriques: l'évolution du rapport objectivation-subjectivation; l'évolution du rapport capital-sujet; la transformation du rapport identité-solidarité; et, finalement, le changement du système de valeurs. La thèse que soutient l'auteur est que l'actuelle transition concerne simultanément la possibilité et la nécessité de passer à l'ère de la conscientivité, mais que la probabilité de ce passage est remise en question en raison de la possibilité d'une reproduction élargie du capitalisme qui, ainsi, pousserait ses caractéristiques structurales à un haut degré d'exacerbation, niant totalement la légitimité et la primauté du sujet. La première section est consacrée à la question de la structuration génétique de la situation de transition que l'auteur aborde à travers la dialectique de l'objectivation-subjectivation. Sont ensuite examinés trois modes d'objectivation (celui de la production des objets matériels, celui de la production des objets non matériels et celui de la production des objets intelligents) et leurs conséquences sur le développement des possibilités de subjectivation. Les deux sections suivantes s'intéressent à la problématique de la continuité capitaliste, de ses discontinuités (phases longues d'expansion) et de l'épuisement de la modernité. Après avoir indiqué comment la continuité est brisée par des causes endogènes dues à l'incessant affrontement entre les logiques du Capital et du sujet, l'auteur fait état du développement de la crise du mode de régulation fordien-keynésien, en s'attardant aux causes et aux conséquences de la guerre déclarée par le Capital au sujet, à l'incidence sur la forme de la crise de l'épuisement de la capacité d'absorption de la sphère de la consommation et, finalement, à la croissance des possibilités et moyens d'individuation à travers le déploiement des modes de vie fordien puis fordien-keynésien. La troisième section porte sur la possibilité de passer à un nouveau mode de régulation, la régulation discutée-programmée, qui faciliterait un passage à la conscientivité. Y sont abordées successivement les problématiques suivantes: le surgissement du nouveau paradigme techno-économique, la programmation, et d'un nouveau mode d'aliénation; la transformation du rapport de concurrence; l'émergence de la forme discutée-programmée de régulation à l'échelle mondiale; la durée de la transition compte tenu de l'allure «irraisonnable» que prend la domination du Capital. Dans la quatrième partie du texte, il est question de la transformation des rapports identitaires et de la forme de la solidarité ainsi que du rôle de la volonté du sujet et de la conscience dans cette

transformation. Dans la dernière partie, l'auteur s'emploie à montrer la nécessité de passer à un système de valeurs qui transcende les déterminismes des données originaires. En conclusion, l'auteur rassemble un certain nombre de remarques afin de définir la conscientivité.

Mots-clés: modernité, capitalisme, transition, conscience, phases longues d'expansion, identité, solidarité, sujet, objectivation, mode de régulation.

Summary

This article traces a portrait of the social context of both the current transition and the one that is emerging, and examines the challenges they pose for current sociology and that of the coming decades. The goal is to show that a qualitative change is taking place, a shift not from modernity to post-modernity, but to another socio-historical form of social relations "awareness" (la conscientivité). To do so, the author examines four socio-historical trends: the evolution of the objectification-subjectification relation; the evolution of the capital-subject relation; the transformation of the identity-solidarity relation; and, lastly, the change occurring in the system of values. The author argues that while the current transition simultaneously involves the possibility and the necessity of shifting to the era of awareness, the likelihood of this shift is questioned in light of the possibility of the extended reproduction of capitalism, which, as such, would push its structural characteristics to a high degree of radical exacerbation, completely denying the legitimacy and primacy of the subject. The first section dwells on the issue of the genetic structuration of the transition situation, which the author examines through the lens of the objectification-subjectification dialectic. The author then examines three modes of objectification (the production of material objects; the production of non-material objects; and the production of intelligent objects) and their consequences for the development of the possibilities for subjectification. The following two sections focus on the problematic of capitalist continuity, its discontinuities (long expansion phases) and the exhaustion of modernity. After having indicated how continuity is disrupted by endogenous causes due to the incessant confrontation of the logics of capital and the subject, the author reviews the state of development of the crisis of the Fordist-Keynesian mode of regulation, dwelling on the causes and consequences of capital's declared war on the subject, on the form assumed by the crisis of the exhaustion of the consumption sphere's absorption capacity, and, lastly, on the increase of the possibilities and means of individuation through the Fordist, then the Fordist-Keynesian ways of life. The third section deals with the possibility of shifting to a new mode of regulation discussed-programmed regulation which would facilitate the shift to "aware-

ness.” This section successively discusses the following problematics: the emergence of the new techno-economic paradigm programming and of a new mode of alienation; the transformation of the competition relation; the emergence of the discussed-programmed mode of regulation on a global scale; and the duration of the transition in light of the uncontrollable pace taken on by capital’s domination. In the fourth section, the author discusses the transformation of identity relations and of the form of solidarity, as well as the role of the subject’s will. Lastly, the author argues for the need to shift to a system of values that goes beyond the determinisms of facts of origin. The article concludes by bringing together a number of comments with a view to defining “awareness.”

Key-words: modernity, capitalism, transition, awareness, long expansion phases, identity, solidarity, objectification, mode of regulation.

Resumen

Este artículo, intenta describir el contexto social de la transición actual y de aquéllo que está en emergencia, constituyéndose en desafío tanto para la sociología actual como para la de las décadas venideras. El objetivo es mostrar que existe un cambio cualitativo, un paso de la modernidad, no a la postmodernidad, sino a otra forma sociohistórica de relaciones sociales: la «concientividad». Con este fin, el autor analiza cuatro tendencias sociohistóricas: la evolución de la relación objetivación-subjetivación, la evolución de la relación capital-sujeto, la transformación de la relación identidad-solidaridad y finalmente, el cambio del sistema de valores. La tesis del autor plantea que la actual transición concierne simultáneamente la posibilidad y necesidad de pasar a la era de la concientividad, pero que la probabilidad de este paso se ve cuestionada por la posibilidad de una reproducción ampliada del capitalismo que llevaría sus características estructurales a altos grados de exacerbación, negando así totalmente la legitimidad y la primacía del sujeto. La primera sección se consagra a la cuestión de la estructuración genética de la situación de transición a través de la dialéctica de la objetivación-subjetivación. A continuación, se examinan tres tipos de objetivación (la producción de objetos materiales, la producción de objetos inmateriales y la producción de objetos inteligentes) y sus consecuencias sobre el desarrollo de las posibilidades de subjetivación. Las dos secciones siguientes estudian la problemática de la continuidad capitalista, de sus discontinuidades (fases largas de expansión) y del agotamiento de la modernidad. Luego de indicar cómo la continuidad se rompe debido a causas endógenas motivadas por el continuo enfrentamiento entre las lógicas del capital y del sujeto, el autor da cuenta del desarrollo de la crisis del modo de regulación fordista-

keynesiano, deteniéndose en las causas y consecuencias de la guerra que el Capital ha declarado al sujeto, en la incidencia sobre la forma de la crisis del agotamiento de la capacidad de absorción de la esfera del consumo y por último, en el incremento de las posibilidades y medios de individuación a través del despliegue de modos de vida fordista y fordista-keynesiano. La tercera sección trata de la posibilidad de pasar a un nuevo modo de regulación, la regulación discutida-programada, que facilitaría el pasaje a la concientividad. Allí se abordan sucesivamente las siguientes problemáticas: el surgimiento del nuevo paradigma tecno-económico-la programación y de un nuevo modo de alienación; la transformación de la relación a la competencia; la emergencia de la forma discutida-programada de regulación a escala mundial; el tiempo de la transición dado el cariz incontrolable que toma la dominación del Capital. En la cuarta parte del texto se trata de la transformación de las relaciones identitarias y de la forma de la solidaridad así como del rol de la voluntad del sujeto. Por último, el autor se aboca a mostrar la necesidad de pasar a un sistema de valores que trascienda los determinismos de los dado originalmente. A modo de conclusión, el autor compila un cierto número de observaciones con el objeto de definir la concientividad.

Palabras clave: modernidad, capitalismo, transición, conciencia, fases largas de expansión, identidad, solidaridad, sujeto, objetivación, modo de regulación.